

T2137-456-6,00 F



ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 456

JEUDI 7 OCTOBRE 1982

6,00 F

POUR IMPOSER L'AUSTÉRITÉ
L'ÉGLISE AU CÔTÉ
DU POUVOIR



Fop. 2520

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE: ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER: MOULIN - YZEURE
ARDECHE: AUBENAS
AUDE: NARBONNE
B.-D.-R.: MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
CALVADOS: CAEN
CHARENTES-MARITIMES: MARENES - ROCHEFORT
COTE-D'OR: DIJON
DOUBS: BESANCON
FINISTERE: BREST
GIRONDE: BORDEAUX - CADILLAC
HAUTE-GARONNE: TOULOUSE
HERAULT: BEZIERS
ILE-ET-VILAINE: RENNES
INDRE-ET-LOIRE: TOURS
LOIRE: SAINT-ETIENNE
LOT-ET-GARONNE: AGEN
MAINE-ET-LOIRE: ANGERS
MANCHE: CHERBOURG
MARNE: REIMS
MORBIHAN: PLUVIGNER
MOSELLE: METZ
NORD: LILLE - VALENCIENNES
OISE: BEAUVAIS
ORNE: FLERS - LA FERTE-MACE
RHONE: LYON
SARTHE: LE MANS
SEINE-MARITIME: LE HAVRE - ROUEN
SOMME: AMIENS
VAR: GROUPE REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE: LIMOGES
YONNE: AUXERRE
LA REUNION: LE PORT
BELGIQUE: ARLON

REGION PARISIENNE

PARIS: 12 groupes repartis dans les arrondissements suivants: 1°, 4°, 5°, 9°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 18°, 19°, 20°.
BANLIEUE SUD
- FRESNES-ANTONY
- ORSAY-BURES
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN-SENART
BANLIEUE EST
- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY-DRANCY
BANLIEUE OUEST
- HOUILLES-SARTROUVILLE
- VERSAILLES
BANLIEUE NORD
- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- DOMONT
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- DEUIL-MONTMAGNY
- STAINS-PIERREFITTE
LIAISONS PROFESSIONNELLES
- LIAISON DES POSTIERS
- LIAISON ONF
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

NORD: Noyon, Fourmies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénil, Beaumont, Saint-Quentin, Soissons.
EST: Nancy, Charleville-Mézières, Senone, Bas-Rhin, Jura.
ILE-DE-FRANCE: Maule, Brunoy
OUEST: Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
CENTRE: Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Bretenoux.
SUD, SUD-OUEST: Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucuire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes.
RHONE-ALPES: Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Bourg-de-Péage, Romans.
CORSE: Ajaccio.
GUADELOUPE: Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe Michel Bakounine: permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
Groupe Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe de Rennes: le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers: tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille: le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide: Pour tout contact, écrire à ADIR, J, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.
Groupe du 11°: permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens: permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueue.
Groupe Nestor Makho de Saint-Etienne: tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe « Soleil noir » de Cadillac: tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin: petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), métro bouiccaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.
Groupe « les temps nouveaux » de Brest: permanence le 3° samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Croach, rue du professeur Chrétien.
Groupe Fresnes-Antony: le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél.: 668.48.58.
Liaison Blois: permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château: tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23).80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux: le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline: 26, rue Piat, Paris 20°. Permanences les 1° et 3° jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon: 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
Groupe d'Aubenas: de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
Groupe Louise Michel: 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Pour toute prise de contact, n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris 11° (m° République), tél.: 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

- Vous désirez militer pour l'anarchisme et développer les idées anarchistes dans l'Ardèche; prenez contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.
• Les sympathisants libertaires du Lot peuvent contacter la liaison du même nom, le samedi au marché de Figeac où les militants du groupe vendent le ML et tiennent une table de presse (livres, brochures...).
• Les personnes contactées par la propagande dans l'Aveyron peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettront au groupe local.
• Pour participer à la propagation de l'anarchisme et mettre en place des groupes de la FA dans le secteur de Nîmes, Arles, Avignon, prendre contact par l'intermédiaire des R.I.

- Toute personne intéressée par la formation d'un groupe sur Brunoy et sa région peut contacter les RI qui transmettront.
• Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.
• Pour participer à la propagation de l'anarchisme et mettre en place des groupes de la FA dans le secteur Nîmes, Arles, Avignon, prendre contact avec les RI qui transmettront.

- Une liaison s'est créée en Haute-Saône. Les libertaires intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.
• Les compagnons de la région du Bas-Doubs intéressés par la propagande libertaire, peuvent écrire aux RI qui transmettront à la nouvelle liaison.
• Le groupe anarchiste de Reims invite ses sympathisants et personnes intéressées à reprendre contact avec lui par l'intermédiaire des R.I. ou d'un militant sur Reims.

- Le groupe libertaire de Moulins demande aux sympathisants du département de l'Allier de le rejoindre. Pour tout contact, écrire aux RI.
Le groupe de Moulins, après avoir organisé en début d'année des conférences sur différents thèmes va présenter, dès cet automne, une exposition intitulée: « Le mouvement libertaire dans l'Allier au début du siècle ». Cette exposition comprendra, outre un montage audiovisuel, une cassette d'enregistrement et une brochure.
• Le groupe Bakounine ne tiendra plus ses permanences de 20 h à 21 h à la Maison des syndicats salle n° 2, 37, rue Pujos à Rochefort, mais de 20 h 30 à 21 h 30 à la Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

La Feuille, publication du groupe Eugène Varlin de la Fédération anarchiste, est parue. « Dérogation ou pas... Radio-Libertaire ne se taira pas », tel est le thème de cette feuille qu'on peut se procurer gratuitement à Publico.

Rédaction-Administration 145, rue Amelot Paris 11°
Directeur de publication Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 56 635
Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

PERMANENCES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Les jeudis de 14 h à 18 h
- Les samedis de 14 h 30 à 18 h
Au 145, rue Amelot, Paris 11°.

ROMANS

La liaison de Romans/Bourg-de-Péage de la FA organise une réunion publique samedi 16 octobre, à partir de 14 h 30, salle des Commissions, mairie de Romans (prendre la passerelle du tribunal administratif). Les thèmes abordés seront: La Fédération anarchiste: un outil de propagande, Le militantisme à la FA.

DRANCY

L'ADIP et le groupe Bobigny-Drancy de la FA organisent le jeudi 21 octobre, à 20 h, une réunion-débat sur l'antimilitarisme à la salle Paul Eluard, 144, rue Roger-Salengro, 93 Drancy (station Elf). Bus: 148, 151, 173, 354.

PARIS

Les groupes Varlin et Louise-Michel de la FA reprennent leur série de cours de formation. Les deux prochains se tiendront au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18°, à 20 h. Les thèmes abordés seront:
- la révolution au XIX° siècle, le mardi 12 octobre;
- la révolution au XX° siècle, le mardi 19 octobre.

LA ROCHELLE

Le vendredi 8 octobre à 21 h, à La Rochelle, salle Amos Barbot, rue du Collège, le groupe Michel Bakounine organise un meeting sur le thème Non à l'austérité, n'acceptons pas ce que nous refusions hier.



FEDERATION ANARCHISTE 145 rue Amelot PARIS 11°

Affiche éditée par le groupe Jacob de la F.A. Tarifs: 95 centimes à moins de 100 exemplaires; 90 centimes entre 100 et 500 exemplaires; 85 centimes au-dessus de 500 exemplaires (frais de port inclus). Affiche en trois couleurs. Format: 78 x 57.



FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot, 75011 Paris

Poster édité par la Commission imprimérie (en 3 couleurs). Prix: 15 F l'unité. Format: 44 x 56.

Sommaire

Table listing page numbers and titles: PAGE 2 Activités des groupes F.A., PAGE 3 En bref, Manifestation le 23 octobre..., PAGE 4 Interview de deux travailleurs..., PAGE 5 J'objecte, Sévices à la carte, Ecole nouvelle..., PAGE 6 Les nouveaux godillots, Droite-gauche..., PAGE 7 Le lycée expérimental d'Oléron, PAGE 8 Un chancelier chasse l'autre, PAGE 9 Informations internationales, PAGE 10 Patriotisme - Colonisation, Notes de lecture, PAGE 11 Spectacles, concerts..., PAGE 12 Les évêques et le SMIC

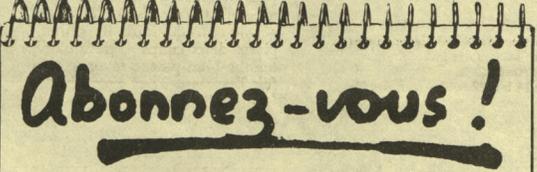


Table with columns: TARIF, France, Sous pli fermé, Etranger, LE MONDE LIBERTAIRE. Rows show prices for 13, 25, and 50 issues.

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT form with fields for Name, Address, City, Postal Code, and subscription type (Abonnement, Réabonnement, Adhésif de soutien).

en bref...en bref...

La « force tranquille » est si tranquille que lorsqu'une militante anarchiste crève en taule, elle ne bronche pas... Hellyette Besse a été victime des rafles contre le groupe Action directe (voir ML n° 456). Elle est à Fleury-Mérogis depuis plus de 45 jours, en détention provisoire, et elle a perdu 15 kilos. Les médecins craignent une défaillance cardiaque, vu l'état de faiblesse dans lequel elle se trouve. Maintenu en taule pour une infraction qui ne « justifie » absolument pas une telle détention, il est clair qu'Hellyette sort d'otage au pouvoir socialiste. MM Mitterrand et Badinter vont-ils aller jusqu'à tuer Hellyette pour prouver leur « fermeté » dans leur lutte « antiterroriste » ? Il est important de continuer à faire un maximum de bruit autour d'elle ! Des lettres et des pétitions doivent être envoyées à Badinter et à Mitterrand pour exiger sa libération immédiate !

• La pensée libertaire s'exprime tous les vendredis, de 20 h à 21 h, sur Radio-Village, sur 97,2 MHz (région des Ulis).
Le 8 octobre : émission spéciale Brassens. Des militants de la Fédération anarchiste participeront à cette émission.

• Le centre de documentation Max Nettlau informe les personnes intéressées des dates d'exposés-débats sur : l'histoire et les problèmes du mouvement anarchiste.
Le 15 octobre : formation de la conception anarchiste ;
le 29 octobre : la 1^{re} Internationale, 1864-1872 : socialisme autoritaire, socialisme libertaire ;
le 12 novembre : développement du mouvement anarchiste, 1872-1894 : terrorisme, syndicalisme, individualisme ;
le 26 novembre : anarcho-communisme, anarcho-syndicalisme ;
le 10 décembre : l'anarchisme pendant la révolution russe, échec historique ou échec idéologique.
Les exposés-débats auront lieu entre 19 h et 21 h, au 15, rue Gracieuse, Paris 5^e (métro Monge).

• Candide et Moloch : c'est sous ce titre que l'on essaie de publier la biographie de Pierre Martin. Militant antimilitariste avant la lettre, objectif de conscience « à une époque où c'était pas de la tarte » au côté de Louis Lecoin lors de sa fameuse grève de la faim, celle qui arracha à de Gaulle son statut d'objet. Cet ouvrage vaudra la peine d'être lu. Pour aider à la réalisation rapide du livre : Martin Dumeste, CCP 70 933 3 V, Paris ou Pierre Martin, 13 avenue Thiers, 06130 Grasse.

• Le samedi 9 octobre 1982 : journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques.
De 14 h à 22 h, il y aura des films, des expos-photos, de l'artisanat, des stands d'informations. Musique avec le groupe Rumi. May William, Lee Lyons, Denis Bauks, Sébastien Mamany animeront la soirée par leurs interventions sur les différents problèmes rencontrés par les indiens d'Amérique dans ce marrant pays. A la faculté de droit, 12, place du Panthéon, Paris 5^e.

CORRECTIF

Dans le dernier Monde libertaire, Alexis Pierre, envoyé par Hersant, avait donné généreusement la propriété de Nice-Matin à Defferre. Erreur. N'empêche que le ministre de l'Intérieur (si on s'en tient à l'ordonnance !...) est sous le coup de la loi.

Manifestation le 23 octobre pour le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale

LES socialistes et les communistes nous ont habitués depuis maintenant quinze mois à des revirements de prises de positions spectaculaires. Après les déclarations lancées au sujet de l'armée, de l'énergie nucléaire, de l'enseignement « libre », du blocage des salaires et des prix, de la liberté d'expression, etc., voilà que le gouvernement annonce le non-remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale.

Si nombre d'organisations et individus sont tombés une nouvelle fois de leur nuage d'illusions, la Fédération anarchiste, elle, se remémore qu'à une certaine époque (l'année 1979, par exemple), elle clamait déjà haut et fort qu'à l'instar des écologistes, le mouvement des collectifs « avortement/contraception » signait son arrêt de mort en s'engouffrant sur le terrain marécageux qu'est la voie parlementaire. Pour nous, sans aller à l'encontre d'une loi favorable à la libéralisation de l'avortement, nous ne nous faisons aucune illusion sur

pour qui avorter c'est tuer, restent étrangement silencieux face aux massacres perpétrés par les armées de toute obédience à travers le monde.

Aujourd'hui, à l'heure de la gauche au pouvoir, beaucoup déchantent ; d'autres persistent continuellement — tel Sisyphe dans la mythologie grecque — à espérer vainement en ce gouvernement PC-PS ; ainsi, les gauchistes et certains groupes féministes, qui comptent sur le 23 octobre 1982 pour « obliger le gouvernement à tenir ses promesses » (sic). Triste mot d'ordre qui est tout à fait révélateur du niveau de conscience des avant-gardes de tout acabit et qui s'inscrit dans la droite ligne et optique des parlementaristes quels qu'ils soient, et pour qui une seule chose importe : gouverner, avec tout ce que cela comporte et entraîne (exploiter, diriger, spolier, réprimer, etc. Cf Proudhon).

Nos propositions anarchistes vont au-delà des textes de loi.



Manifestation de la F.A. en faveur de l'avortement, en octobre 1979.

ses vues restrictives : aujourd'hui encore, cent mille femmes accouchent clandestinement. Nous exigeons alors des centres IVG dans chaque hôpital (que son directeur soit d'accord ou non), une information sur la contraception à tous les niveaux (écoles, entreprises, bureaux...). Dans un cadre plus général, le droit à tout individu de disposer librement de son corps. Or, aujourd'hui, qu'en est-il ?

Des fameux socialistes qui militaient hier au sein des collectifs, certains maintenant rebroussement chemin et, sans honte ni pudeur, haranguent le peuple en essayant de lui faire comprendre que la prise en charge de l'avortement est une charge sociale supplémentaire ! (dixit Yvette Roudy). Ah, pouvoir, quand tu nous tiens ! Nous sommes d'autant plus compréhensifs lorsque nous avons connaissance du montant du budget attribué à l'armée. Il est évident aux yeux de tous que les ventes d'armes et d'explosifs à l'étranger permettent de faire d'« une pierre deux coups », puisqu'une bombe bien placée favorise à la fois l'avortement et empêche les femmes d'engendrer d'autres chérubins !

Les socialistes, qui ne sont pas à une contradiction près, nous font apprécier chaque jour le changement tant prôné. Ainsi, M. Bérégozov de s'exclamer : « Ce n'est pas une question d'argent... il faut aussi tenir compte des familles spirituelles ! » Le ridicule ne tue pas, sinon les ministères auraient bien vite des allures de cimetières. La morale judéo-chrétienne est toujours omniprésente, surtout au sein du Parlement, et ces propos révélateurs du sieur Bérégozov nous montrent bien l'attachement du gouvernement à certaines valeurs pieuses. Delors, Defferre et compagnie ont certains attachements avec la clique cléricale, ne l'oublions pas.

Triste paradoxe que cette référence à la curaille, ceux-là mêmes qui crient au crime,

Nous ne réfutons pas une loi qui peut apporter des améliorations, mais amélioration n'a jamais signifié transformation. Ce qu'il faut, c'est élargir, approfondir et remettre en cause les structures qui régissent nos vies. L'acceptation d'une loi n'est pas la remise en cause de la misère sexuelle (l'homosexualité est toujours réprimée ; le problème posé par la prostitution, le viol...). L'avortement libre et remboursé doit être étendu à une transformation radicale des rapports humains dans la société. Une reconnaissance pour tous de la liberté sexuelle ne peut se faire dans une société hiérarchisée (et par conséquent autoritaire). Notre droit à disposer librement de notre corps ne s'établira jamais — même avec les « meilleurs lois » — à travers des rapports inégalitaires.

On ne peut oublier le reste, savoir que le travail, les temps de transports, les siècles de morale chrétienne et les soucis quotidiens transforment la sexualité en un devoir conjugal, sans plaisir et sans joie, que la contraception doit être étendue à tous par une information la plus large possible (la contraception masculine existe ; la pilule pour hommes est désormais en vente en pharmacie).

L'avortement, pour nous, n'est pas un problème isolé. Il s'inscrit dans un écheveau plus vaste, comme un maillon de la lutte que nous, anarchistes, avons à mener à bien, en vue d'une totale émancipation.

Mais, diront certains, vous voulez toujours aller plus vite que l'évolution des choses !

Les faits sont là, irréfutables. Ils nous montrent que les réformes ne conduisent qu'à de maigres résultats ou à une régression dans le domaine des libertés.

Les anarchistes ont choisi depuis longtemps leur camp, hors du parlementarisme, seule voie pour arriver à l'émancipation totale des individus.

Fédération anarchiste

EDITORIAL

PROFESSIONS libérales. Vous savez ce que c'est, vous ? Oui. Ce sont toutes ces professions parasitaires qui surprennent et dont on se demande, parfois, comment il se fait qu'elles existent encore : avocats, notaires, architectes, avoués, syndics, médecins, infirmières, etc.

Bien sûr, il y a les professions médicales et para-médicales. Mais ce qui peut surprendre, en cette fin de XX^e siècle, c'est qu'elles ne relèvent pas de la notion de service public. Mais, les avocats ? les notaires ? et les avoués ? Ce ne sont pas des parasites, eux ? Eux qui vivent de l'injustice et se contentent de prélever des pourcentages ? Eux qui vivent du vol permanent qu'est la propriété individuelle et des fluctuations de celle-ci et autres changements de propriétaires ? Nous savons tous qu'ils crèvent de faim, ces chers « savants ». Et nous savons aussi qu'ils ne sont qu'une caste, une catégorie sociale liée à la société de classes, et qui ne peut exister que tant que celle-ci se maintient. Leurs privilèges sont directement fonction du degré de domination qui existe entre les possédants et les possédés.

Ils crèvent donc de faim, et de leurs conditions de travail, il vaut mieux ne pas en parler ! Pire que l'usine. Pensez donc ! Dans « libérale », il y a « libre ». Donc pas de patron autre que soi-même. Ce qui veut dire que c'est tout simplement l'enfer : être son propre patron, c'est être en révolte contre soi. Le soir, au fond des bars, on peut les voir, harrassés par leurs dossiers et la rosette qui ne vient pas. Leurs quelques deux briques de salaire moyen sont une bien piètre consolation.

Alors, quant à tous ces soucis journaliers, le gouvernement socialiste — tous des instituteurs barbus, je vous dis ! des fonctionnaires, quoi ! —, le gouvernement socialiste, donc, vient ajouter des impôts nouveaux et toucher aux « privilèges-conditions de travail ». Comment voulez-vous ne pas descendre dans la rue ? De toute façon, il va falloir encore augmenter le montant des honoraires. On ne va quand même pas se laisser faire par la canaille idéaliste, non ? Regardez : ils ne nous ont même pas mis des CRS. Rien que des petits gardiens de la paix.

Dans le fond, ils ne sont pas bien méchants, ces socialistes. Vous savez que les anciens de l'OAS ont été réintégrés dans leurs grades ? Vous comprenez, cher docteur, même si nous ne sommes pas foncièrement en désaccord avec eux, il vaut mieux cristalliser l'attention du populaire sur eux et contre eux. Ainsi, nous étions les débordements de la masse et donnons à nos instituteurs une raison suffisante de se montrer répressifs vis-à-vis des maximalistes. Ah bon ? Mais dites, cher maître, j'y pense : j'ai un petit petit problème d'héritage. Ça vous dirait de venir passer un week-end dans ma maison de Normandie ? Ça tombe on ne peut mieux, docteur, car figurez-vous que du côté du cœur...

Au fait, comment c'était, déjà, cette chanson de Jacques Brel ? Ah, oui : « Les bourgeois, c'est comme les cochons... ».

Ça saute à l'EDF/GDF

« L A colère gronde. Oui, messieurs du gouvernement, la colère gronde. » Ainsi commençait un tract de Force ouvrière le 23 septembre dernier. Le ras-le-bol déboucha le 28 septembre par une grève appelée par la CGT, la CFDT, la CFTC, FO et l'UNCM.

Cette réaction unitaire (quatre heures de grève) est une réponse aux propositions faites par la direction d'EDF/GDF pour la sortie du blocage des salaires. On s'aperçoit que ces propositions sont une remise en cause totale des accords signés en novembre 1981. De l'avis unanime des cinq fédérations syndicales, c'est une provocation que même l'ancien gouvernement n'avait jamais pratiquée : revenir sur des acquis.

Lors de l'accord signé en novembre 1981, un calendrier de réduction du temps de travail avait été décidé : 39 heures au 1^{er} janvier 82, 38 heures au 1^{er} octobre 82 dans un premier temps et sans perte de salaire. Parallèlement, il devait y avoir embauche de personnel.

En fait, lors de la réunion avec les fédérations syndicales, les propositions de la direction ont été les suivantes :

1) réduction du temps de travail à 38 heures au 1^{er} octobre 82, mais récupération de 0,26% de la masse salariale en compensation. Ce qui revient à faire payer la réduction du temps de

travail par les travailleurs d'EGF ;
2) blocage de l'embauche. En fait, il n'y a jamais eu réellement embauche lors de la première réduction du temps de travail à 38 heures ;

3) augmentation des salaires en pourcentage et non-rattrapage de la perte du pouvoir d'achat à la sortie du blocage des prix et des salaires. De même, les directions refusent tout rattrapage pour les plus bas revenus.

A titre indicatif, pour un salaire net d'environ 4 300 F, la perte en pouvoir d'achat est d'approximativement 1 500 F sur l'année. La proposition de la direction d'une augmentation de 1,25% au 1^{er} novembre 82 représente pour les plus petites catégories (relèveur) environ 90 F, alors que pour les plus hautes elle représente plus de 300 F.

Cette grève est un avertissement. Elle correspond réellement à un ras-le-bol. Il est bon de remarquer qu'il n'y avait pas eu de grève depuis mai 81...

C'est peut-être le début d'une stratégie syndicale qui refuserait l'attentisme et l'austérité imposés par le gouvernement... Il est permis de rêver ! En tout cas, la mobilisation pour cette grève a montré la volonté des syndiqués d'exprimer leur défiance de plus en plus grande envers la gauche et ses promesses non tenues.

Le compteur noir

INTERVIEW DE DEUX TRAVAILLEURS HOSPITALIERS

— Q. : Françoise et Jean-Pierre, vous êtes tous deux travailleurs au centre hospitalier de Chambéry, avec cette particularité que vous êtes militants libertaires. En tant que libertaires, comment appréhendez-vous la réalité d'un hôpital ?

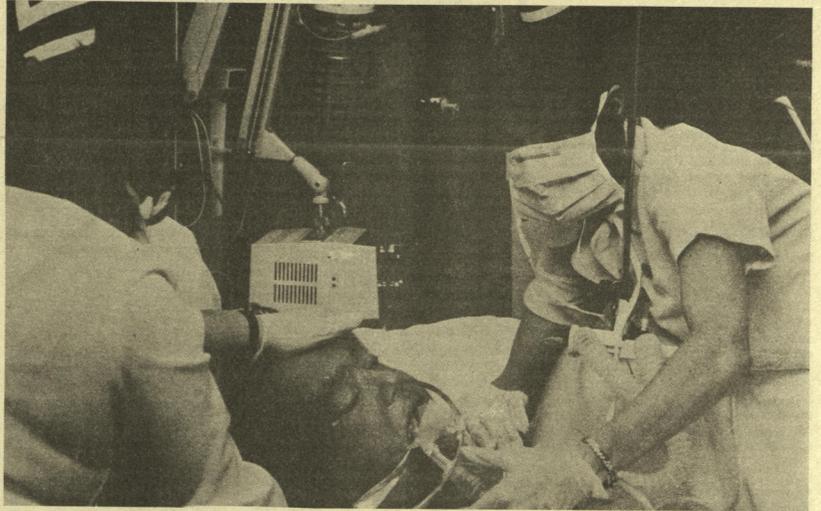
— F. : Un hôpital est une entreprise comme une autre où, en plus des pressions hiérarchiques, nous sommes soumis à des pressions morales héritées du bénévolat religieux et bourgeois des siècles passés (surtout dans les secteurs de soins). Les notions de dévouement et de vocation ont toujours cours, et si certains en sourient, flattés, ce n'est toujours pas cela qui améliore nos conditions de travail, bien au contraire, car c'est une façon de rentabiliser le personnel en oubliant dans la pratique ce dont on se gargarise en haut lieu et dans les écoles : « l'humanisation » des hôpitaux. Quand le personnel soignant travaille à la chaîne, il n'y a d'humanisation pour personne.

— J.-P. : Le directeur de l'hôpital soulignait dans un récent article au *Dauphiné* que celui-ci est géré comme une entreprise privée... C'est tout dire ! Même patronat tyrannique, même système de servilité hiérarchique, même écrasement des travailleurs et travailleuses... avec cette particularité que nous vivons le climat d'une PME (paternalisme, climat de complicité à tous les échelons de la hiérarchie) et que

nous sommes une entreprise du secteur public et donc que les malades ne sont pas des objets à produire ou à réparer. D'où le chantage permanent : « La grève, c'est contre la sécurité des malades ; l'action syndicale, c'est contre le service public... », mais le directeur n'a pas ce type de scrupules quand il restreint les conditions de sécurité (effectif minimal, compresses comptabilisées, rentabilité « taylorienne » des soins). Il est vrai que la surexploitation des agents hospitaliers contribue souvent à tendre les rapports avec les malades.

— Q. : Avez-vous constaté une amélioration de vos conditions de travail depuis mai 81 ?

— F. : Dans les secteurs de soins, les équipes sont rarement complètes, il n'y a pas d'embauche suffisante, le travail à faire en 39 ou 40 heures est le même, nous allons donc plus vite au détriment de la qualité des soins et de l'accueil, ou bien nous faisons des heures supplémentaires. Il y a également l'ordonnance ministérielle sur l'amplitude de repos applicable dès maintenant : celle-ci désorganise le travail et majore le risque d'accidents dans la mesure où les effectifs ne permettent pas, la plupart du temps, d'équilibrer des plannings (problèmes des congés du personnel), de façon que le travail du matin soit assuré par au moins une infirmière qui connaisse les malades et les soins prévus pour la journée. Les trans-



missions écrites nécessaires ne sont toujours pas suffisantes. Enfin, le blocage des budgets se fait d'autant plus sentir depuis la dévaluation. Le matériel (étranger notamment) est limité et remplacé par d'autres moins coûteux, mais parfois moins pratiques ou moins efficaces.

— J.-P. : Moi, je travaille dans les bureaux ; la question des 39 heures s'est moins posée (quand nous avons un surcroît de travail, nous le laissons de côté). Le pouvoir est parti avec l'idée que l'informatique allait simplifier les tâches administratives... C'est à la fois vrai et faux, car la principale source de surcroît de travail, c'est le cloisonnement des services et la pesanteur hiérarchique (dont les ordres et les contre-ordres prennent parfois un tour ubuesque). On peut dire, de ce point de vue, que rien n'a changé (ni pire ni mieux) depuis mai 81.

— Q. : Comment sont les relations sociales dans le cadre d'un hôpital public ?

— F. : Dans les services, on peut distinguer des groupes de relations : les relations internes aux « équipes soignantes », qui sont appuyées sur une hiérarchie bien définie : médecins, surveillantes, infirmières, aides-soignantes, agents hospitaliers. Les médecins décident, le personnel paramédical assure la réalisation des décisions, les besoins quotidiens (hygiène, confort, alimentation...) et transmet ses constatations, mais il n'y a ni réel travail d'équipe ni réelle solidarité. Comme si le salaire ou la durée des études justifiaient que certains soient au service des autres ! Les relations avec les malades sont différentes quoique souvent limitées par le temps : vis-à-vis du médecin, il y a encore, le plus souvent, un respect passif pour le savoir médical ; l'échange infirmière/malade concerne plus particulièrement des questions de santé propres au malade ou à ses proches, parfois l'hôpital. Le malade craint de déranger l'infirmière ou bien exige son entière disponibilité. C'est souvent avec le personnel de service que

les malades expriment le plus ce qu'ils vivent (famille, travail, loisirs...). Mais ces différentes considérations ne doivent pas faire oublier que l'agent de service, l'aide-soignante, et dans une certaine mesure l'infirmière, n'ont que des devoirs (disponibilité, abstraction de soi-même, soumission...) vis-à-vis des malades, des supérieurs, de l'administration. C'est regrettable et une autre attitude est souvent mal admise.

— J.-P. : Deux éléments caractérisent les relations de travail : la hiérarchie et le sexisme. A partir de là, la direction tisse une toile de complicité avec l'idéologie qu'elle diffuse et chaque acte non normalisé (en particulier chaque acte de contestation ou de révolte) est sujet à isolement et nous avons à faire face à la loi du silence. Pour moi, c'est allé jusqu'à un tract diffusé sous couvert du syndicat maison FO visant à me salir, à m'isoler de mon syndicat et de l'ensemble des travailleuses ; j'ai vécu une première année difficile, avec des provocations de certains membres de la direction allant du chantage à une fiche des Renseignements généraux, à des insultes et des menaces. Face à cela, j'ai quand même ressenti une certaine solidarité des travailleuses, même si elles n'osaient l'affirmer publiquement. Dans l'hôpital, il y a une chappe de plomb sur le personnel, mais on peut quand même résister.

— Q. : Vous n'avez pas parlé des syndicats, sinon de FO comme du syndicat proche de la direction. Y a-t-il d'autres syndicats ?

— F. : Oui, CGT, CFDT. Je suis syndiquée à la CFDT, mais il faut dire que, dans les services de soins, le personnel est assez dépolitisé et peu sensibilisé par les problèmes syndicaux. L'état d'esprit dictatorial de l'administration n'y est pas pour rien. Dans les services, il est souvent plus important d'aborder les problèmes sur un plan humain ou professionnel que sur celui de la lutte syndicale qui est mal comprise.

— J.-P. : Quant à moi, j'avais auparavant appartenu à la

CFDT, mais je n'étais pas décidé à y réadhérer tant à cause du recentrage que de mon expérience personnelle. J'ai donc adhéré tout de suite à la CGT. Cela posait des problèmes spécifiques, car il y avait deux courants : l'un de coopération avec la direction, l'autre sur une base de lutte de classes dans l'entreprise. Ce deuxième courant a prédominé jusqu'à mai 81, et le syndicat a pu mener des luttes intéressantes au niveau de la santé (dénonciation du manque d'effectifs, du privé au centre hospitalier), de la lutte contre la hiérarchie (dénonciation des pratiques odieuses de certains cadres, lutte contre la notation) et cela avec des pratiques assez démocratiques. A partir de mai 81, le courant de coopération avec la direction, s'appuyant sur la bureaucratie syndicale départementale, a imposé une ligne complètement inverse. Pour cela, il leur a fallu abandonner toute pratique démocratique : textes rédigés à un ou deux, bureau coopté et non élu... Je suis donc assez isolé dans mon syndicat. Mais le mécontentement grandit à l'hôpital et il n'est pas sûr que cette ligne puisse tenir longtemps encore.

— F. : Un problème qui me semble fondamental et qui est rarement posé est celui du rôle social de l'hôpital : en fait, il sert à remettre le plus vite possible des gens en état de productivité. Pour cela, la médecine fait abstraction de la globalité de la personne. On soigne son corps ou sa tête, mais pas l'ensemble ; on ne prend pas en compte la réalité culturelle et sociale des gens, on ne les intéresse pas à leur bien-être. Si on peut assez rapidement définir la santé comme un équilibre entre le psychisme et le corps, entre les autres et nous-mêmes, équilibre sans lequel il y a des accumulations de tensions qui entraînent des troubles, on peut dire que la médecine et la structure hospitalière ont bien des progrès à faire pour répondre à ce besoin.

(Interview réalisée par le groupe de Chambéry)

Bérégoz nous soigne !

DÉCIDÉMENT, la vignette est une malédiction qui poursuit le Parti socialiste. rappelez-vous Ramadier et sa vignette pour les vieux et ce qu'il en advint... Aujourd'hui, nous avons Bérégoz.

Cirrhose au poing, donc, Béré part en guerre contre l'alcoolisme et le tabagisme. En créant, pour ainsi dire, un impôt à la source du mal. De plus, en taxant la bouteille, il veut supprimer le goulot d'étranglement du budget de la Sécurité sociale.

A notre avis, Béré manque d'audace, car, pourquoi s'en prendre seulement aux fumeurs et aux buveurs ? Il y a, en effet, bien d'autres gens qui par leur imprudence, leur inconscience, leur intempérance, mettent leur santé en péril et se tuent à petit feu. Par exemple, ceux qui abusent de sucreries et de crèmes, ceux qui ont un penchant pervers pour les viandes et les charcuteries, ceux qui forcent sur les épices et les condiments, ceux qui trempent tous les jours leurs biscuits dans le café, ceux qui prennent une angine parce qu'ils ont sucé de la glace, ceux qui dorment trop et ceux qui ne dorment pas assez, et caetera, et caetera, on en passe et des meilleures.

Bref, il faudrait coller des vignettes sur presque tous les produits et Bérégoz ne serait plus monsieur anti-IVG, mais monsieur TGV : taxes et vignettes généralisées...

Mais nous ne devrions pas nous arrêter là. Non seulement la Sécurité sociale ne devrait plus en rembourser les traitements, mais encore il faudrait super-imposer les crises de foie, les calculs de la vésicule, l'obésité, l'hypertension, les dilatations d'estomac, les nœuds de l'intestin grêle, en un mot, toutes les affections qui résultent d'imprudences caractérisées, et de mauvaise volonté évidente.

Ce n'est pas tout. De même que le port de la ceinture de sécurité est obligatoire, le port du pull-over devrait être de rigueur par vent du nord, celui du cache-nez s'imposer à zéro degré et à partir de moins cinq degrés interdiction de sortir sans passe-montagne. Sous peine d'amendes versées au profit de la Caisse des allocations familiales.

De mauvais esprits prétendent qu'en toute logique la répression et la super-fiscalité devraient frapper aussi ceux qui contribuent à l'aggravation générale de la morbidité : les patrons qui nous font suer, Mauroy qui nous traumatise, Delors qui nous assomme, Hérnu qui nous fait dégueuler, Fiterman qui nous fait dilater la rate, Marchais qui provoque des cauchemars. D'autres accusent Bérégoz d'incompétence. Ce, si, disent-ils, nous ne fumons plus ni ne buvons plus, la moyenne de vie augmentera et il faudra payer davantage de chômeurs, de pré-retraités, de retraités. D'où des déficits sociaux accrus... On n'en sortirait pas !

En ce qui nous concerne, nous gardons confiance. Le socialisme est en marche. Il est sur la bonne Bérégozovoy.

S.B.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

J'OBJECTE!

AVANT de mettre en place le fameux « service civil nouvelle formule », le gouvernement social-communiste fait travailler les PTT en direction des réfractaires. En effet, depuis quelques mois, les lettres recommandées aux objecteurs-insoumis pour qu'ils rejoignent leurs affectations sillonnent le pays (nous sommes environ quatre mille).

Pour l'instant, trois modèles de lettres existent. Les plus âgés (la barre est fixée à 29 ans) se trouvent dégagés des obligations militaires. Comme ils sont « réputés en position régulière au regard des lois régissant le service national actif », ils toucheront une carte du service national.

La majorité d'entre eux reçoivent une demande de renseignements. Ils doivent adresser au ministère de l'Agriculture : une fiche d'état civil, un document indiquant la situation professionnelle, un état des services accomplis sous quelque forme que ce soit au titre de l'objection de conscience. Ces renseignements doivent être certifiés exacts par le maire de la commune. Pour aider ceux qui hésitent, une menace. Aucune réponse dans les deux mois qui suivent la réception de la lettre

« risque de faire perdre le bénéfice éventuel des dispositions en ce qui concerne la situation des objecteurs de conscience amnistiés par la loi du 4 août 1981. »

Face à ces deux types de lettres, une seule riposte commune (les gens sont insoumis pour certaines raisons). Les lettres et les cartes de réservistes sont collectées en vue d'un renvoi collectif.

La troisième lettre, elle, signale le procès. Hé oui, après un an de pause, les procès redémarrent. Où est le changement ? C'est que les socialistes, eux, ont l'habitude des comités de soutien. Alors si hier on était jugé sur son lieu d'habitation (on est connu, donc mobilisation, soutien...), désormais les procès se passent sur le lieu d'affectation. Ainsi, Pascal Dubois, objecteur-insoumis depuis le 23 novembre 1981, habite Villejuif. Il aurait hier été jugé à Créteil. Il sera le 17 novembre, à 14 h, jugé à Avesnes-sur-Helpe dans le Nord. C'est le premier procès depuis le 10 mai. Nous devons frapper un grand coup. Le petit désagrément de la distance ne doit pas freiner une mobilisation de solidarité envers Pascal Dubois.

Bernard ANDRÉ



Communiqué de presse

EN invoquant l'ordonnance de 1959, portant sur l'organisation de la Défense, le gouvernement social-communiste — qui assimile le terrorisme international à des actes de guerre portés à l'étranger — vient de franchir une nouvelle porte vers le totalitarisme. Cette ordonnance, ne l'oublions pas, stipule entre autres choses le fait que tout citoyen peut du jour au lendemain, en cas de « troubles intérieurs », être assimilé à un simple militaire. Dans ce cas, le code de la justice militaire prévaut pour tout délit et tout individu. Ce qui peut signifier l'application de la loi martiale en dernier et ultime recours.

En brandissant une nouvelle fois le spectre du terrorisme, l'Etat empiète chaque jour davantage sur les libertés individuelles.

En Allemagne fédérale, cette logique a permis le fichage d'un individu sur cinq, et en Pologne aussi des ordonnances ont pour objet d'assurer en tout temps, en toute circonstance et contre toute forme d'agression la sécurité et l'intégralité du territoire, ainsi que la vie des populations.

Fédération anarchiste

SéVICES à la carte !

LE gouvernement, après ses discours humanistes post-électoraux, augmente la militarisation de la société. Le budget militaire, bien que moins élevé que celui désiré par les armées, est en hausse. Jamais la France n'a vendu autant d'armes. Contre le terrorisme, ils ressortent les ordonnances de 1959. Au nom de l'égalité, Hernu se propose d'affecter désormais aussi le personnel féminin à des unités de combat. Son rêve restant un service militaire mixte. Promesses électorales obligent, Mauroy et quelques responsables reparlent d'un service militaire à la carte (six mois, douze mois, dix-huit mois au choix) ou d'un service à six mois avant la fin du septennat. L'ennui, c'est qu'au même moment, le Parti communiste et le Mouvement des Jeunes Communistes dénoncent « l'erreur et le danger des comportements antimilitaristes ». Pour eux, réduire à six mois le service militaire, reviendrait à remettre les armes aux mains de professionnels, « alors que précisément, la possibilité d'accéder à ces responsabilités est une caractéristique de l'armée française qui peut contribuer de manière importante à la démocratisation et à l'enracinement profond de l'armée dans notre pays ».

Lequel des deux partenaires imposera sa conception ? Pour permettre aux vertus du 10 mai de pénétrer l'armée, des commissions se sont mises en place.

Anarchistes, nous ne pouvons adhérer à un service à six mois et à un futur syndicat de soldats. Nous refusons toute forme de service militaire, même à six mois. Pour nous, un syndicat d'armée n'est qu'un syndicat du crime. Nous repoussons toute militarisation et toute forme d'armée.

L'antimilitarisme est l'un des principes fondamentaux de la théorie anarchiste. Les anarchistes se sont toujours opposés, s'opposent et s'opposent toujours à toutes les guerres, donc aussi à tout ce qui les prépare.

A.B.

Ecole nouvelle : à vos rangs, fixe !



ARMÉE, école, même combat ! On s'en doutait un peu... mais maintenant c'est officiel. C'est en grande pompe que messieurs Hernu et Savary, respectivement ministre de la Défense et de l'Education nationale (et vice-versa), se sont retrouvés, le 23 septembre, à bord de la Corvette « Montcalm ». Pour la circonstance, on avait sorti tous les élus dépoussiérés du département et quelques enfants des écoles.

C'est au large d'Hyères que s'est déroulée cette cérémonie visant à « rapprocher les deux communautés qui, malgré une évidente complémentarité de leur mission, n'ont pas toujours entretenu des relations très suivies dans un passé récent », dicit M. Hernu. Plus de guerre entre l'armée et l'école : c'est une seule et belle famille dont les deux ministres ont sanctifié l'indéfectible union dans un « protocole » historique.

Sans entrer dans le détail de ce document, sachez que son objectif est de favoriser une information dans les deux sens, resserrer les liens entre la mission d'éducation et de défense. Les bidasses seront tenus informés de la haute mission de l'école formant des « citoyens responsables » en vue de les confier à l'armée qui, à l'heure de la retraite, proposera des postes aux militaires dans l'Education nationale. On « sensibilisera les élèves aux notions de défense » et on « intégrera les informations relatives au service national, à la préparation militaire et au rôle des armées dans les programmes scolaires ».

Voilà de belles réformes à inscrire au crédit du gouvernement socialiste ! A signaler que la signature de ce protocole devait avoir lieu à bord de la corvette « Georges-Leygue », un bâtiment sur lequel M. Savary s'est souvenu, avec émotion, avoir été mataf en 1938. Mais le « Georges-Leygue » était indisponible à cause du Liban.

Larme discrètement écrasée avant de saluer le « Foch » et le « Duquesne » qui venaient de quitter Toulon et croisaient au large en direction de Beyrouth.

Tout le monde s'est séparé à regret, mais Hernu a promis que, la prochaine fois, il rendrait visite à ses chers petits élèves en treillis. Ce sera pour une revue de paquetage dans une maternelle dont le nom sera révélé ultérieurement.

Jean Floriana

Dernière minute : Aucune crainte pour les postulants à l'objection de conscience : l'étude du « décret d'application du code du service national concernant les objecteurs de conscience », (Journal officiel du 2 septembre 1972) ne figurera pas au programme scolaire de ce tandem de pédagoges. C'est dommage. On aurait pu évoquer l'article 50 selon lequel « est interdite toute propagande, sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la présente section dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires ».



LES NOUVEAUX GODILLOTS

Il y a encore peu, les différentes forces politiques et syndicales, qui avaient contribué à chasser la droite du pouvoir et à installer la force tranquille à la direction des affaires, n'hésitaient pas à laisser perler ici et là leur mauvaise humeur et leur mécontentement devant le rythme du changement jugé par eux trop lent. Le PCF et la CGT, bien sûr, mais également le PS et la CFDT renâclaient plus ou moins ouvertement devant les attermoissements du gouvernement, et leurs grognements, devant la réalisation sans cesse remise à plus tard des promesses électorales, remplissaient d'aise aussi bien les tenants d'une droite revancharde qui parlaient à ce propos d'incohérences, que les imbéciles sans espoir du soutien critique qui trouvaient là matière à ànonner sur le thème bien connu du débordement. Bref, si en dernier ressort tout ce petit monde finissait toujours par rentrer dans le rang (pour ne pas faire le jeu de la droite, du moins ne pouvait-on pas les accuser d'être des béni-oui-oui.

Mieux, une certaine dose d'esprit critique, voire de liberté de pensée, rendait les groupies du gouvernement socialo-communiste sympathiques aux yeux de l'homme de la rue. Avec une locomotive gouvernementale confrontée directement à la « dure » réalité de l'exercice du pouvoir et donc toujours enclin, par facilité, à faire dans le compromis et la compromission, et des wagons politiques et syndicaux soucieux avant tout de défendre les grands principes et donc sourcilieux quant au respect des promesses faites il y a un an, le train du changement, pensait le cochon de votant et de payant, n'était pas à l'aube de faire du sur place ou de dérailler.

En conséquence, après un été à l'odeur forte du blocage des prix et des salaires et de déclarations tonitruantes sur la nécessité de la rigueur, la rentrée de la gauche était attendue par nombre d'observateurs politiques. Après les méandres gouvernementaux sur la réduction du temps de travail, le misérabilisme de la campagne sur la sécurité, le report du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, les annonces à propos d'une baisse de la couverture sociale (Sécurité sociale, chômage...), d'une diminution du pouvoir d'achat des salaires (différence entre le taux d'inflation et le pourcentage d'augmentation des salaires) et de mesures diverses fleurant bon l'austérité, cette rentrée de la gauche avait tout pour être agitée.

Eh bien non ! Cette rentrée des forces politiques et syndicales de gauche fut tout ce qu'il y a de plus calme. Terminé le temps des fausses notes et de l'esprit frondeur. Aujourd'hui l'heure est à la mise au pas.

À la normalisation. Au ralliement inconditionnel, aux thèses gouvernementales. Terminée l'époque de la mauvaise conscience devant le décalage entre les promesses et la réalité. Le soutien critique fait place au soutien tout court.

Lors de son comité directeur du 11 et 12 septembre à Paris, le PS s'est appliqué à occulter et même à gommer les tensions existant entre le gouvernement et lui-même, en se ralliant purement et simplement à l'argumentation du gouvernement. Le mot d'ordre « Gagner la bataille de l'inflation » a été approuvé à l'unanimité. Le choix de privilégier désormais la bataille du redressement économique par rapport à celle de la justice sociale a été fait on ne peut plus clairement. Et dans sa première version, la résolution résultant de ce comité directeur indiquait même : « Dès lors que nous aurons au cours de l'an prochain fran-



Krasucki, Herzog et Marchais à la Fête de l'humanité, le 12 septembre.

chi l'étape décisive du redressement économique... de nouvelles avancées législatives seront possibles sur la démocratisation dans l'entreprise et les droits des travailleurs. » Bref, pour que la justice sociale puisse être demain à l'ordre du jour, il convient de faire un temps dans le maintien, voire le développement de l'injustice sociale. Et donc, en attendant, il s'avère nécessaire de resserrer les rangs pour franchir l'obstacle. Et bien sûr, de taire toute critique ou divergence. Pitoyable !

Et quant au PCF qui s'efforçait jusqu'alors d'expliquer à ses militants que sa présence au gouvernement visait avant tout à aiguillonner des socialistes enclins par nature à la collaboration de classes, il a mis lui aussi de l'eau dans son vin. Dans le dernier numéro des Cahiers du communisme, Félix Damette, un proche de Fiterman, annonçait la couleur de cet abandon par le

PCF de son rôle de mouche du coche. « Toute l'histoire du mouvement ouvrier français est marquée par le refus d'aborder le terrain de la gestion, considéré comme un piège réformiste. Cette attitude de replis a eu sa légitimité. Pendant longtemps, les conditions n'étaient pas remplies pour s'affronter à ces problèmes et le mouvement ouvrier a pu effectivement constater que ceux qui s'y essayaient sombraient dans la collaboration de classes. Aujourd'hui par contre, cela est nécessaire et possible. » Le bureau politique du PCF, dans sa déclaration du 6 septembre, parlait dans la foulée de « gagner la bataille de la production et de l'emploi. » Krasucki, le 7 septembre, surenchérisait : « Nous voulons que les transformations, les réformes réussissent, et nous agissons dans ce sens... Il ne serait pas réaliste de prôner le tout ou rien. » Le 12 septembre enfin, lors du discours de clôture de la fête de l'humanité, Philippe Herzog bouclait la boucle en appelant les travailleurs, comme jadis Thorez avant lui, à retrousser leurs manches devant les difficultés inhérentes à une « saine gestion de la crise économique ». Bref, là encore, toute critique ou contestation de la politique gouvernementale est mise au placard. L'heure est à accepter aujourd'hui ce qu'on refusait hier.

Bien évidemment, à l'origine de cette transformation des forces de gauche en vulgaires godillots du gouvernement, il y a un certain nombre de bonnes raisons. Des raisons électorales, s'entend. Les municipales approchent en effet à grands pas et les rangs se resserrent autour du pouvoir. Pour tenter de juguler l'inflation et d'enrayer la chute de la monnaie et le déséquilibre des échanges à l'étranger. Pour restructurer, aux accents de l'austérité, l'économie capitaliste, donc ! Mais également pour présenter à l'électorat le visage radieux de la cohérence et de l'unité. Pour être « crédible », donc. Car le PS craint de voir sa base électorale s'effriter. Et le PC redoute l'effondrement s'il ne va pas à la bataille sur les bases d'une alliance du type de celle de 1977.

Comme on le voit, cette rentrée politique sur la pointe des pieds s'inscrit dans une logique qui porte un nom : celle de l'électoratisme, du réformisme et de la gestion de la crise. C'est là une logique que nous refusons. Et c'est pour cela que nous continuerons à nous battre pour défendre les avantages acquis, pour en arracher de nouveaux et pour détruire de fond en comble le système de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Qu'on se le dise !

Jean-Marc RAYNAUD

« Droite, gauche : suite de notre grand feuilleton »

Traditionnellement, la rentrée des classes, en septembre, correspond à la rentrée politique. Plus exactement à la reprise des activités des partis politiques, et au retour des stars politiciennes sur les ondes, les écrans et dans les pages des journaux et magazines.

En effet, la politique est devenue un spectacle comme un autre, mais un « spectacle total », qui ne reste pas cantonné en un lieu précis et dans un laps de temps déterminé. Les épisodes se suivent et s'enchaînent d'un média à l'autre : Olive déclare à la télévision, ce jour ; Marius lui répond dans un journal du soir qui doit paraître demain. Le suspense sans lequel aucun spectacle ne peut retenir l'attention de ses contemplateurs se joue autour des élections et de la prise du pouvoir politique par l'un ou l'autre clan, par l'un ou l'autre caïd.

La droite politique fait feu de tout bois. Dans les milieux de l'ex-SAC et de l'extrême droite circule l'idée que la révolution est pour ce mois d'octobre, mais qu'il s'agirait d'une révolution de droite... Cette agitation, tant sur les médias que dans les organisations politiques, traduit une situation d'angoisse : les beaux parleurs de droite pensaient que le gouvernement socialiste s'effondrerait de lui-même au bout d'une année au maximum, au bout de six mois plus probablement. Il y a maintenant plus d'un an et demi qu'ils se sont fait prendre la place et... rien ne s'est produit !

D'où l'agitation actuelle. Mais plus certainement, elle traduit la proximité des élections municipales de 1983.

Effectivement, il ne faut pas oublier que cette rentrée politique correspond au départ de la saison électorale, et c'est ce qui explique la débauche actuelle de coups de théâtre et autres imprudents. N'ayant aucune base concrète d'action contre le gouvernement, la droite politique a recours à la fameuse et fumeuse méthode Coué. Il s'agit d'occuper à elle seule l'ensemble de la scène, ne pas laisser ses rivaux se montrer ou avoir le temps de prendre la parole. Et en répétant encore et toujours les mêmes litanies, faire croire aux votants, contre l'évidence matérielle même, qu'ils vont à la catastrophe et qu'ils sont en plein goulag. C'est bien sûr avoir toujours recours aux mêmes formules que l'on croit magiques et qui ont souvent échoué.

Dans ce festival, Chirac a une bonne longueur d'avance sur ses rivaux et partenaires de scène en cela qu'il travaille depuis longtemps à rassembler certaines catégories sociales qui lui sont traditionnellement liées : les PMI-PME, les artisans et commerçants, les petits patrons. Alors que ses rivaux, les Barre, Ponia, les Giscard, ne font que des exercices de style qui n'ont d'effets que dans l'ordre du psychologique, Chirac essaye de mettre en mouvement des catégories sociales (les petits propriétaires) ou plus exactement des forces sociales ;

son jeu de scène, s'appuyant sur cette réalité.

En fait, il s'agit pour Chirac et ses commanditaires de gagner les municipales. Pourquoi ? Parce que si les sociaux sont parvenus au pouvoir politique, c'est parce qu'ils avaient au préalable conquis les mairies et les conseils généraux. Alors que partout ailleurs, il y a une séparation entre le législatif et l'exécutif, les

chiracienne reste donc bien la conquête du pouvoir politique, mais en se servant des leçons et réalisations institutionnelles des sociaux. Ce qui veut dire que la bataille des municipales, qui s'ouvre avec cette rentrée politique, est d'une importance majeure pour le Napo-Chirac.

Si les Barre, Ponia et Giscard se sont montrés récemment et ont tenté d'imposer le personna-



mairies sont le seul lien où l'élu réunit les deux pouvoirs. Ce qui permet la mise en place d'un contre-pouvoir par rapport à l'Etat. Avec la nouvelle loi socialiste sur la décentralisation, les conseils généraux vont se retrouver dans la même position que les municipalités. La stratégie

qu'ils interprètent, c'est uniquement parce que leur action ne peut s'exercer que sur ce terrain : sans implantation sociale, ils sont réduits à l'intoxication psychologique.

Malgré leurs divergences, ces deux tendances de la droite se retrouvent autour d'une croyance

et d'un espoir commun : la crise économique ne peut aller qu'en s'accroissant. Cela est un fait que tous les économistes, quelles que soient leurs idéologies de référence, tiennent pour acquis que la « crise économique » ira en s'accroissant et qu'elle ne pourra disparaître que par une redistribution complète des cartes, plus exactement par une restructuration complète de l'économie mondiale.

La question que l'on peut se poser est de savoir si la droite désire vraiment reprendre le pouvoir politique maintenant. Il est très probable qu'elle désire se placer et attendre que la gauche assume les chocs qui s'annoncent : écroulement économique de l'Europe face aux Etats-Unis et mise en dépendance de nos industries nationales ; ce qui suppose des troubles sociaux qu'il faudra réprimer...

En récupérant le pouvoir à cette faveur, la droite pourra remodeler sa domination économique de classe, sans réaction possible de la classe salariale.

Mais en attendant, il s'agit de se montrer, d'être là et de faire savoir que le nationalisme, c'est la droite et non la gauche. Domage que cette dernière n'ait pas trouvé de formule autre que de mettre en place une formule économique nationaliste ! Mais que faire d'autre quand on reste dans le cadre d'un Etat ?

Serge

L'HISTOIRE du lycée expérimental d'Oléron est tout ce qu'il y a de plus simple. Quelques enseignants charentais, mal à l'aise dans leurs baskets de décerveurs. La naissance l'an dernier du lycée expérimental de Saint-Nazaire. Le désir de faire de même. Et le projet du LEPMO (Lycée expérimental polyvalent et maritime en Oléron) était lancé. Et bien lancé même, puisqu'en septembre 1982, le LEPMO ouvrait officiellement ses portes, à Boyardville, dans les locaux d'une colonie de vacances.

A priori, il est difficile de ne pas regarder Saint-Nazaire ou

chaque jour un peu plus dans l'inodore, l'incolore et le sans-saveur, si incendie il y avait, il serait facile à éteindre. A titre d'exemple, à Oléron, le changement mis en œuvre au niveau pédagogique est insignifiant, voire carrément nul.

Mais au fait, à Saint-Nazaire comme à Oléron, s'agit-il vraiment de changer quelque chose ? Cohn-Bendit et compagnie ne se contenteraient-ils pas plutôt de chercher à faire du replâtrage, à améliorer l'institution existante ? Comme dit l'autre, c'est une bonne question et je vous remercie de me l'avoir posée. Car changer

Saint-Nazaire, Oléron...

LE NIVEAU BAISSÉ !

Oléron avec une certaine sympathie. Concrètement, en effet, les mêmes qui vont se retrouver là-bas se feront de toute évidence nettement moins matraquer l'entendement qu'ailleurs. C'est important, et il faut le dire. Cela étant, pour les révolutionnaires que nous sommes, il n'est pas question un instant de se satisfaire d'une stratégie du moins pire. Il est donc de notre devoir de chercher à pousser les choses plus avant. En passant sans complaisance aucune le présent au tamis de nos critiques et de nos espoirs.

Aujourd'hui, un an après, trois autres lycées expérimentaux, dont celui d'Oléron, ont effectivement reçu le feu vert du ministère, et une vingtaine de projets se bousculent au portillon. Cela cependant suffit-il à dire que le bacille de Saint-Nazaire est en train de contaminer l'édifice ? Rien n'est moins sûr ! D'une part le gouvernement socialiste ne tolérera qu'un nombre restreint d'expériences susceptibles de lui chier à terme dans les bottes (c.f. son attitude à propos des radios libres), et d'autre part, comme les émules de Saint-Nazaire ne cessent de sombrer

l'institution existante, ça voudrait dire se battre pour une éducation libertaire ! Et donc tout faire pour que l'éducation passe ailleurs que par cette institution étatique unifiante, nivellatrice et totalitaire qu'est l'éducatrastration nationale. Tout faire pour que l'éducation sorte de ce ghetto qui fige le temps et l'espace et dont la logique profonde est d'enregistrer des différences pour les reproduire sous forme d'inégalités. Bref, tout faire pour casser l'intolérable, pour que l'éducation s'effectue au rythme endiablé de l'autogestion et qu'elle ait pour but unique la liberté et l'épanouissement de l'enfant.

En clair, chercher à changer quelque chose au niveau de l'éducation, cela signifie œuvrer pour détruire l'institution scolaire existant actuellement. Eh oui ! Mais alors, c'est s'inscrire dans une perspective révolutionnaire ! Eh oui ! Mais c'est pas possible ! Pourquoi ? Eh bien parce que le gouvernement et le patronat ne marcheront jamais !

T'as compris mon pote ?

Hervé-Claude LAPIDAIRE

Le lycée expérimental d'Oléron

D'EMBLÉE, le projet dont était porteur le LEPMO a fait l'unanimité dans l'île d'Oléron. Les parents d'élèves, nombre d'enseignants, les municipalités, les commerçants, les associations de tous ordres, le journal local, la droite, la gauche, le centre, les gauchos, les babas-cools, le curé..., tout un chacun ou presque se déclarait favorable au LEPMO. Bizarre ! Pas tant que ça !

1) Le LEPMO se définissait comme :

a) expérimental

- sur le plan matériel, il souhaitait utiliser les locaux d'une colonie de vacances (coût réduit) ;
- sur le plan pédagogique, il souhaitait mettre en œuvre des méthodes et poursuivre des objectifs distincts de ceux de l'enseignement traditionnel, tout en préparant aux examens traditionnels les élèves qui le souhaiteraient ;
- sur le plan administratif, il jouirait d'un statut à part (tout à la fois autonome et dépendant de l'Education nationale).

b) Polyvalent

- il dispenserait à la fois un enseignement général et un enseignement technique et, dans la mesure du possible, il serait ouvert à toutes les demandes de formation initiale et continue.

c) Maritime

- l'enseignement serait centré sur la mer et le milieu maritime.

2) Le LEPMO s'adressait :

- en priorité aux élèves de l'île d'Oléron au sortir de la 3^e ;
- aux élèves du continent intéressés ;
- à des jeunes ayant arrêté leurs études et souhaitant les reprendre ;
- à des adultes cherchant un complément de formation dans un but culturel ou professionnel.

Les étudiants pourraient être regroupés par classes d'âge ou non. Tout serait possible.

3) Le LEPMO avait pour objectifs :

- de développer les potentialités de chacun dans le cadre d'une véritable communauté éducative. Ce serait donc la convivialité en actes entre enseignants, enseignants, jeunes, adultes... ;
- de lier l'école et le milieu naturel et social ;
- de lier l'éducation et la production. Au LEPMO, il y aurait production aux plans culturel et économique (aquaculture, exploitation de l'espace forestier, construction de capteurs solaires...);
- de lier l'enseignement et la recherche ;
- de lier la formation et le devenir professionnel : le LEPMO préparait tout à la fois à des formations courtes et longues. Il ferait appel à des enseignants *stricto sensu* et à des professionnels ;
- de participer à la vie culturelle de l'île ;
- d'ouvrir le lycée aux réalités internationales ;
- de participer à l'élaboration de la future politique de la mer.

Comme on le voit, ce projet, qui est devenu réalité aujourd'hui, reste dans un flou artistique prudent. Il caresse tout le monde dans le sens du poil. Aux élus locaux et autres commerçants, il fait miroiter l'intérêt d'un tel établissement pour la région. Aux parents d'élèves, il propose à domicile les avantages d'un lycée traditionnel (préparation au bac...). Aux enseignants mal à l'aise dans leur peau, il propose une pédagogie moins autoritaire que dans l'institution. Aux écolos bricolos, il propose l'intégration au milieu naturel. Aux progressistes la polyvalence et la liaison de l'éducation et de la production. Aux conservateurs, l'assurance de la préparation aux examens traditionnels. Aux babas-cools, la convivialité... Bref, sur le papier, mais sans jamais rentrer dans les détails, le LEPMO est censé permettre

à tous les désirs de pouvoir se réaliser. C'est ce que l'on appelle l'art de faire dans l'ambiguïté.

Bien évidemment, dès lors qu'un projet de cet ordre devient réalité, l'unanimité reposant sur une telle base s'effrite très vite. C'est ce qui se passe actuellement. Une partie de l'équipe pédagogique, la plus progressiste) se fait exclure. Les communes renacent à filer des sous. Les parents d'élèves veulent des assurances quant à l'avenir de leurs chères têtes blondes. Les professionnels de la mer découvrent l'amateurisme foncier du lycée... En un mot comme en cent, quinze jours après la première rentrée du LEPMO, toutes les parties prenantes de l'unanimité du départ se cherchent des portes de sortie.

C'est ainsi. C'est dommage. Mais c'était prévisible. On ne peut rien faire sans un minimum de cohérence et donc de clarté. Et chercher à satisfaire tout le monde va tout à fait à *contraire* de la cohérence et de la clarté.

Au fond, le lycée d'Oléron émane de gens pleins de bonne volonté, mais complètement dépourvus et d'intelligence politique et de réalisme. L'ambiguïté qui le caractérise n'est pas consécutive à une volonté de magouille (pour se mettre tout le monde dans la poche), mais à une absence totale de perspectives claires. En mélangeant des genres contradictoires qu'il ne fait par ailleurs qu'effleurer, il témoigne de son insignifiance foncière.

Cet aspect des choses n'a bien sûr pas échappé au ministre. Et si le projet d'Oléron a été retenu parmi tant d'autres, ce n'est pas un hasard. L'insignifiance n'a pas d'avenir dans le contexte de la guerre des classes, hormis celui de crever (rapidement) de ses propres incohérences.

Jean-Marc RAYNAUD

La FEN et le LEPMO

DIVORCE
A L'ITALIENNE !

DÉBUT septembre, la FEN, par la voix de son secrétaire départemental, a exprimé publiquement et vigoureusement son point de vue sur le LEPMO. Un point de vue en forme de désaccords, bien sûr !

Tout d'abord, la FEN dénonce la manière dont l'habilitation a été obtenue : « Tout s'est passé directement entre l'équipe pédagogique et le ministère..., jamais les organisations syndicales n'ont été consultées... » Ensuite, elle conteste la manière dont ont été choisis les membres de l'équipe pédagogique : « Nous sommes contre la cooptation. Rien n'est plus dangereux. Il faut plaire, mais si vous ne plaisez plus, vous êtes exclus. Nous sommes par contre pour que les enseignants du lycée soient volontaires. Mais nommés néanmoins par la commission paritaire. »

Et puis elle s'interroge sur l'aspect soi-disant maritime de ce lycée : « Au nom de quoi, de quel enseignement peut-on prétendre conduire des enfants à un bac M qui n'existe pas ?... Cela frôle la malhonnêteté car si l'expérience échoue, les enseignants pourront réintégrer leurs anciens postes, tandis que les enfants ? »

Enfin, la FEN estime que l'argent consacré à cet établissement aurait été mieux employé à la création d'un établissement conchylicole sur le bassin de Marennes.

Bref, la FEN le dit clairement et nettement : elle est contre le LEPMO et elle explique pourquoi. Reconnaissons-le, ses arguments ne manquent pas de poids, mais...

En attendant la veille de la rentrée pour mettre ses critiques sur la place publique, la FEN témoigne de sa mauvaise

foi. Car pourquoi, et sur la base des mêmes arguments, ne pas avoir lancé un débat sur le LEPMO dès février 1982 quand le projet a vu le jour ? A ce moment-là, la critique eût pu être constructive. Tandis qu'à quelques jours de la rentrée scolaire...

En fait, la FEN gueule comme un putois parce qu'elle n'a pas été consultée. Ses critiques, cela est flagrant, ne portent que sur la forme, pas sur le fond. Si on lui avait demandé son avis. Si le volontariat était passé par le biais de la commission paritaire. Si le ministère avait annoncé explicitement qu'il allait créer le bac M. Et si le LEPMO s'était davantage centré sur la conchyliculture... eh bien, la FEN se serait répandue en louanges.

Dans ces conditions, pourquoi les promoteurs du projet et le ministère se sont-ils privés du concours de la FEN, alors que ce concours aurait pu leur être acquis ? De toute évidence, les premiers ont manqué de sens tactique ou tout simplement d'intelligence politique. Et quant au second, de toute évidence également il s'est laissé emporter par son mépris pour un syndicat dont il sait qu'il lui a déjà fait avaler des couleuvres d'une autre dimension.

Là se situe le cœur de l'hostilité présente de la FEN au LEPMO. Rien de bien grave, donc ! Tout ce beau monde ne manquera pas de se réconcilier un jour ou l'autre. Sur le dos de la liberté de l'enfant et d'une transmission du savoir au plus grand nombre... Bien sûr !

Hervé-Claude LAPIDAIRE



République fédérale allemande Un chancelier chasse l'autre

La scène politique allemande a été ébranlée ces dernières semaines par la mise en minorité de Helmut Schmidt et la montée fulgurante de son adversaire politique, Helmut Kohl (CDU). Pour arriver à cette crise de régime en RFA, le nouveau chancelier Kohl s'est appuyé sur la loi fondamentale constitutionnelle, le Grundgesetz. En effet, le système institutionnel de la RFA spécifie que le gouvernement ne peut légalement être renversé sans qu'il soit adopté une « motion de défiance constructive », à la majorité absolue, pour mettre en place un nouveau chancelier. Cette procédure n'avait été employée qu'une seule fois, contre le gouvernement de Willy Brandt par le leader CDU, Rainer Barzel, en 1972, et elle avait échoué à deux voix près.

Cette fois-ci, le procédé a marché : le vendredi 1^{er} octobre 1982, un Helmut a chassé l'autre : Helmut Kohl est devenu le sixième chancelier dans l'histoire de la RFA. Cette ascension ne s'est pas faite sans une succession de magouilles politiques. Mais revenons quelque peu en arrière.

L'ASCENSION DE SCHMIDT

L'ex-chancelier Schmidt est membre du SPD — dont il est le vice-président — depuis trente-six ans. Elu à la chancellerie en 1974, il a réussi à remettre sur rail une social-démocratie éclaboussée par les affaires d'espionnage qui valurent à Willy Brandt une retraite anticipée. Schmidt est aussi le grand vainqueur des élections législatives de 1976, puis de 1980 contre le fameux Franz-Josef Strauss, ministre-président de la Bavière (CSU). Il met en œuvre une gigantesque politique de collaboration de classes, intégrant au plus haut point le syndicalisme aux rouages de l'Etat, multipliant les appels à la solidarité nationale permettant à un capitalisme « bon teint » de jouir « moralement » d'une économie de profit. Jusque-là, tout allait bien.

PREMIÈRES FAUSSES NOTES

En ce début de 1982, des dissensions apparaissent au sein du SPD sous forme de reflux du militantisme et de la multiplication des oppositions internes. On reproche à Schmidt une « modération excessive » du gouvernement et une sorte de « déjà vu » accordant trop de concessions à ses partenaires du FDP ainsi qu'au gouvernement des Etats-Unis.

Manœuvrant avec une habileté remarquable, en fin connaisseur de l'appareil du SPD, Schmidt sacrifiera quelques phrases sur la nécessité d'un souffle nouveau lors du congrès social-démocrate, en avril 82, à Munich. A cette occasion, même ses adversaires les plus en vue, comme Eppler (1), observeront un silence approbateur en privé et de grandes effusions d'amitié devant les caméras.

En fait, Schmidt se garde bien de modifier en quoi que ce soit la politique qu'il mène depuis près de huit ans. Il veut conserver et récupérer les électeurs du centre tout en accentuant une certaine spécificité « sociale » pour permettre de

rejeter l'adversaire démocrate-chrétien et se distinguer du partenaire libéral.

Pour apporter un second souffle, Schmidt va remanier son gouvernement fin avril 82. Mais ce qui devait être un renouveau est, à bien des égards, un retour en arrière. Tous les ministres FDP sont maintenus en fonction (2) et, manquant de « têtes » ministrables, on va reprendre des anciens sociaux fidèles à toute épreuve (3), ainsi qu'une femme, madame Anke Fuchs, ministre de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé, afin que l'on n'accuse pas Schmidt d'être systématiquement opposé à toute présence féminine au sein de l'équipe dirigeante. Et pour couronner le tout, puisqu'il faut trouver un bouc-émissaire à jeter en pâture aux oppositionnels, ce sera Becker, accusé d'être responsable de la « relative impopularité de la politique du SPD ». Schmidt est en proie à la nostalgie du bon vieux temps où son autorité et son prestige étaient encore intacts.

L'OFFENSIVE LAMBSDORF

« J'ai l'impression que le vent a déjà tourné et que nous assistons à la fin d'une époque historique. » Telle a été la déclaration de Willy Brandt le 11 septembre 1982, déclaration qui préluait aux vives réactions de Schmidt et du même Brandt, aux fracassantes propositions du ministre de l'Economie, le comte Lambsdorf, préconisant de sérieuses réductions des allocations sociales.

Outre les oppositions à l'intérieur du SPD, Schmidt doit affronter maintenant ses alliés libéraux. Il reproche, entre autres choses, à Lambsdorf, « un manque étonnant de compétence » et lui demande instamment de démissionner. Ce nouvel incident illustre la dégradation rapide et profonde des rapports internes à la coalition SPD-FDP alors au pouvoir. Il est de plus en plus flagrant que les intentions du vice-chancelier Hans Dietrich Genscher marquent une rupture de la coalition SPD-FDP, pour ne pas dire un renversement d'alliances pur et simple. Or, Lambsdorf, champion du libéralisme économique, n'a fait que dire tout haut ce que Genscher pensait tout bas. Dès lors, les jours du gouvernement Schmidt sont comptés, malgré l'absence de toute échéance électorale avant l'automne 1984.

RUPTURE DE LA COALITION SPD-FDP

Les événements vont aller très vite. Schmidt n'est plus qu'un chancelier en sursis. Pourtant, il a su faire front aux différents scandales qui ont éclaboussé l'ensemble de l'échiquier politique, à la faillite spectaculaire d'AEG-Telefunken aux attaques successives des pacifistes contre les euromissiles.

L'offensive de Lambsdorf entérine la rupture de la coalition SPD-FDP. Celle-ci a pris plus de relief encore lors des élections régionales, en Hesse, le 26 septembre 1982. Le parti libéral a préféré s'allier à la CDU-CSU pour affronter ces élections. L'échec a été retentissant (moins de 3% des voix pour le FDP). Le rôle des chrétiens-démocrates de Helmut Kohl

de « débaucher » le FDP se trouve donc réalisé.

LA NOUVELLE COALITION CDU-CSU-FDP

Le 28 septembre, le parti libéral s'est donc prononcé en faveur d'un gouvernement avec la CDU-CSU, par 19 voix contre 16, et par un vote blanc au sein de son directoire, et par 33 voix pour, 18 voix contre et 2 abstentions (4) au sein du groupe parlementaire. L'accord CDU-CSU-FDP repose sur deux points essentiels : la motion de défiance constructive et le programme social commun.

LA MOTION DE DÉFIANCE CONSTRUCTIVE

L'article 67 de la Loi fondamentale stipule que : « Le Bundestag ne peut exprimer sa défiance envers le chancelier qu'en élisant un successeur à la majorité absolue et en invitant le président de la République fédérale à le relever de ses fonctions. Le président de la République doit faire droit à cette demande. »

C'est ce texte que Kohl a invoqué pour renverser Schmidt et se faire élire à sa place, en dehors de toute consultation de la population.

LE PROGRAMME SOCIAL CDU-CSU-FDP

Le 28 septembre, après sept heures de discussion, la nouvelle coalition s'est mise d'accord sur le programme suivant (5) :

- hausse de la TVA de 13 à 14% à partir de juillet 83 (rapportant 2,2 milliards de DM pour financer l'aide aux entreprises) ;
- quote-part d'imposition aux forfaits augmentée pour les agriculteurs ;
- allocations familiales réduites de 20 DM pour le premier enfant ;
- suppression des bourses scolaires ;
- prise en charge par les assurés sociaux d'un forfait de 5 DM par jour en cas d'hospitalisation ;
- cotisation à la Sécurité sociale sur les retraites qui, jusque-là, étaient exonérées ;
- diminution de l'indexation des retraites et des salaires des fonctionnaires (augmentation prévue pour 1983 : 2%) ;
- suppression des droits accordés aux locataires ;
- réduction de toutes les dépenses d'ordre social (soit 5,3 milliards de DM) ;
- généralisation des « médecins-conseils » en vue de faire la chasse aux certificats dits « de complaisance » ;
- allègement des impôts directs de la classe moyenne ;
- allègement de la taxe professionnelle ;
- nouvelles mesures sur le départ des travailleurs immigrés ;
- restriction des conditions d'obtention de l'asile politique.

Ce programme a, bien entendu, été approuvé par les unions patronales, mais il a subi de vives critiques de la part des syndicats. Le président du DGB (6) a déclaré que ces mesures privilégiaient les entreprises au détriment des salariés et que le maintien (sic) de la politique d'aus-

térité allait se heurter à la résistance des syndicats.

L'ensemble des portefeuilles ministériels est déjà réparti entre les différents groupes de coalition : les libéraux occupent le ministère de l'Economie, de la Justice des Affaires étrangères et de l'Agriculture ; la CSU occupe également quatre sièges, dont le ministère de l'Intérieur, et la CDU a huit sièges.

PERSPECTIVES POLITIQUES

Cette nouvelle alliance politique est loin de plaire à tous les libéraux. Le secrétaire général du FDP, Verheugen, a démissionné. Pendant treize ans, il a secondé Genscher dans diverses fonctions. Le parti libéral connaît de nombreuses fluctuations (1 400 entrées, 926 sorties !). G. Baum, ex-ministre de l'Extérieur de Schmidt, s'est fortement opposé à l'alliance CDU-CSU-FDP. Il est soutenu par plus de 700 délégués de l'aile gauche du FDP ; ceux-ci ont d'ailleurs réclamé la démission de Genscher... sans aller jusqu'à la scission (on a ses pudeurs !). Un congrès extraordinaire est prévu pour le 16 octobre, il pourrait bien voir Baum succéder à Genscher.

Le CSU de Strauss, « le taureau de Bavière », prône toujours un conservatisme rigoureux voulant s'affirmer sans complexe. Il était partisan d'un gouvernement homogène, si possible sans les libéraux. Il a multiplié les conditions de son soutien à Kohl afin d'apparaître comme leader incontesté de la famille démocrate-chrétienne et de succéder à Kohl en cas de défaillance de celui-ci.

La CDU reste ouverte au centre, moderniste en apparence, enveloppant ses propositions de politique d'austérité derrière une lutte contre le chômage et la relance de l'économie.

Mais la nouvelle coalition gouvernementale recherche avant tout de nouvelles élections. Pour cela Kohl dispose de deux possibilités : soit il pose la question de confiance dans le but de la perdre et de déclencher ainsi les élections ; soit il donne sa démission.

Kohl envisagerait la première solution pour le mois de janvier. La date retenue pour les élections est le 6 mars 1983. Il s'agit là en fait de manœuvres tactiques que le SPD redoute, car l'actuel président de la République, Karl Carstens, joue un rôle déterminant pour dissoudre l'assemblée. Et jusqu'à présent, il semble plutôt réticent...

Jean Denis et Martine (liaison Bas-Rhin)

(1) Ennemi déclaré de la double résolution de l'OTAN sur le réarmement nucléaire.

(2) Genscher : vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères ; Baum : ministre de l'Intérieur ; le comte Lambsdorf : ministre de l'Economie ; Ertl : ministre de l'Agriculture.

(3) On retrouve : Matthofer (ministre des Postes) ; Lahnstein (ministre des Finances) ; Westphal (ministre du Travail) ; Wischniewski (ministre d'Etat à la chancellerie, ayant supervisé l'opération antiterroriste à Mogadiscio en octobre 1977).

(4) La voix du député de Berlin-Ouest n'étant pas comptabilisée puisque consultative.

(5) Cette proposition s'inspire largement du rapport du comte Lambsdorf.

(6) Ernst Breit, membre du SPD depuis vingt-cinq ans, très proche de Helmut Schmidt.



Genscher (FDP)



Kohl (CDU)

ITALIE
Colloque-débat sur Malatesta

LES 24, 25 et 26 septembre, s'est tenu à Milan un colloque d'études sur Errico Malatesta, « Penser et vivre l'anarchie », organisé par le Centre d'études libertaires « G. Pinelli », à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort du grand révolutionnaire italien.

Ce colloque, qui s'est tenu dans un cadre imposant, en plein centre de la ville, a rassemblé des camarades venus de toute l'Italie et même de l'étranger, mais aussi des chercheurs, des sympathisants ou de simples curieux. Entre 250 et 350 personnes ont assisté chaque jour aux travaux, prêtant un intérêt suivi aux différents exposés. A cette occasion, les camarades italiens du centre Pinelli ont tenu à faire les choses comme il faut. Reprenant la même formule qui avait assuré le succès des précédents colloques tenus à Venise et à Milan sur « les nouveaux maîtres », « Bakounine », « l'autogestion », « l'utopie », ils ont réuni des

personnalités connues, anarchistes ou non. Parmi les nombreux intervenants, citons les noms d'historiens de tout premier plan comme Arthur Lehning ou Pier Carlo Masini, ou le groupe de jeunes intellectuels et chercheurs italiens rassemblés autour des revues *A* et *Volonta*, Niko Berti, Paolo Finzi, Luciano Lanza, mais aussi des historiens marxistes comme E. Santarelli.

Ce colloque a été l'occasion de faire le point sur Malatesta aujourd'hui, de chercher à tirer un bilan, même approximatif, de l'apport de Malatesta au mouvement ouvrier et anarchiste, autant italien qu'international, « parcourir les étapes de sa vie — selon les organisateurs — et évaluer critiqueusement ses propositions théoriques n'a pas seulement un simple intérêt historique, mais doit permettre une réflexion nécessaire pour les luttes d'aujourd'hui et de demain. »

C'est dans cette optique que les différents intervenants ont soulevé les principales problématiques allées à la figure historique et à la pensée de Malatesta, qu'il s'agisse de son volontarisme, de sa critique de la violence terroriste, son refus du militarisme, son insurrectionnalisme, son gradualisme révolutionnaire ou son rapport à la science et à la méthode. Autre mérite du colloque : il a su échapper au piège de l'apologie pour l'apologie, et dans plusieurs

déclarations, les intervenants ont tenu à montrer les limites de Malatesta face à des problèmes clés tels la révolution russe ou le fascisme.

Une partie du colloque était ainsi consacrée à l'influence de l'action malatestienne et à l'influence de ses écrits dans des pays aussi éloignés géographiquement et sociologiquement que l'Espagne, l'Angleterre, l'Argentine, le Portugal, la France ou... le Japon.

Faute de recherches approfondies, les contributions ont été, dans l'ensemble, fragmentaires, incapables d'apporter des éclaircissements réels sur l'influence de Malatesta qui passa, ne l'oublions pas, la plus grande partie de son existence en exil, et qui fut mêlé à tous les grands débats idéologiques du mouvement anarchiste international.

A plusieurs reprises, on a fait remarquer la grave lacune qui subsiste encore pour tous ceux qui veulent étudier la pensée de Malatesta : l'absence d'un recueil complet de ses écrits. Si celui-ci était publié, bien des problèmes d'interprétation le concernant pourraient être résolus. Cette absence de documentation exhaustive s'est fait sentir aussi dans d'autres exposés concernant les influences réciproques entre Merlino et Malatesta, ou celle exercée sur le mouvement ouvrier.

Du point de vue strictement scientifique, ce colloque ne

nous paraît avoir tranché aucune des questions encore débattues sur Malatesta. La présence de l'historien italien Cerrito, mort prématurément quelques jours avant, aurait sans doute apporté quelques lumières supplémentaires.

Mais cette « limite » a été en grande partie voulue conforme à l'esprit de ce colloque qui se voulait ouvert non seulement aux « spécialistes », mais aussi au public non averti. Ce colloque aura été l'occasion de sortir Malatesta du semi-oubli ou des approximations dont il fait l'objet dans son pays.

Dégager la figure de Malatesta, de celui qui avait été acclamé en 1920 comme le Lénine d'Italie, du fatras anecdotique et romantique qui l'accompagne n'était certes pas une tâche aisée. Mais nous pensons que le groupe organisateur a réussi ce tour de force.

Une critique plus importante concerne peut-être l'approche presque exclusivement historique dont a fait l'objet Malatesta en dehors de toute autre considération humaine du personnage.

Un dernier regret enfin : un programme trop chargé a empêché pratiquement les débats dans la salle. Quant au reste, cela a été une initiative sans doute positive à tous les points de vue, et nous ne pouvons que féliciter les camarades italiens d'avoir pris cette initiative.



Errico Malatesta



Roger Noël

POLOGNE

SOLIDARITÉ AVEC ROGER NOËL

COMME nous l'annoncions dans le numéro 453 du *Monde libertaire*, Roger Noël, militant libertaire belge, a été arrêté à Varsovie, dans la nuit du 5 au 6 juillet, alors qu'il remettait un émetteur de radio à Radio-Solidarność. Pour ce geste de solidarité avec le syndicat réprimé par l'Etat polonais, il est en prison à Varsovie depuis trois mois.

Ses conditions de détention sont très dures et sa santé est mauvaise. Son moral a été mis à rude épreuve par les interrogatoires sévères et les promesses mensongères de libération faites tous les quinze jours. Ces pressions psychologiques se sont poursuivies durant toute l'instruction. Il reçoit actuellement la visite de l'ambassade belge tous les dix jours et son courrier lui est enfin transmis par les autorités polonaises.

D'après les contraintes de l'état de siège en vigueur, ce n'est qu'en rencontrant son avocat que Roger Noël sera certain que l'instruction est close. Or, le 26 septembre, Radio Free Europe annonçait son procès dans un délai de quelques semaines. Son geste de solidarité lui vaut aujourd'hui de trois à treize ans de prison. Dans le passé, nous avons vu, en Pologne, certains prisonniers « revendus » contre rançon lorsque la peine encourue ne dépassait pas trois ans d'enfermement. Dans ce sens, son avocat polonais doit déposer, avant le procès, une demande de libération sous caution. Cette somme est évaluée à 130 000 F.F., et le comité de soutien de Bruxelles ne possède évidemment pas cette somme exorbitante.

La situation est d'autant plus critique que si cette solidarité ne s'exerce pas immédiatement et si cette rançon n'est pas versée dans les semaines qui suivent, Roger Noël risque alors d'être condamné beaucoup plus lourdement.

La question se pose crument. Après avoir soutenu Solidarność, laisserons-nous croupir un compagnon libertaire dans les prisons polonaises ?

PORTUGAL

L'ambiance est à la corruption générale

On sait que la politique en général, dans le monde entier, est l'art de gouverner pour une classe qui possède tout au préjudice de la majorité qui n'a rien. Le peu qu'elle parvient à obtenir est aussitôt magnifiée comme étant une situation délicieuse, situation qui ne peut être meilleure à cause, disent-ils, du contexte international.

L'ambiance, au Portugal, est à la corruption générale. Les partis politiques sont composés d'hommes sans vergogne, toujours à la recherche de concessions et d'accords mutuels, sans se préoccuper des principes de leurs programmes.

Le système est aux mains de la bourgeoisie depuis 1820. La politique tourne toujours autour de chartes constitutionnelles données au peuple soit par des rois constitutionnels soit par des parlements dont les élections sont régies par les « caciques ». Au milieu d'une situation économique mauvaise, la classe privilégiée des politiciens, leurs familles, leurs amis, les industriels, les hauts fonctionnaires, les militaires, vivent bien.

Malgré cette mauvaise situation, le Portugal prétend depuis des années entrer dans la CEE, convaincu qu'il jouirait du régime européen, alors que le Portugal n'est pas loin d'être un pays du Tiers-Monde.

Face à ces politiciens corrompus, le syndicalisme libre et révolutionnaire est quasiment

inexistant. Comme du temps du régime fasciste de Salazar qui a duré près de cinquante ans, les syndicats ouvriers sont vidés de leur sens. Après le coup d'Etat où des militaires à la mentalité exiguë ont été remplacés par d'autres à la mentalité non moins exiguë (« les capitaines »), les organismes corporatistes ont adhéré à la CGTP, tenue par les communistes et plus ou moins contrôlée par les gouvernants. Le but était de disposer d'un grand nombre de bulletins de vote. La grande idée qu'elle répandait était celle de « démocratie ». Ce masque servait d'explications pour toutes les irrégularités de la vie politique et industrielle.

Après la CGT communiste fut fondée l'UGT rivale. Ces deux organisations sont liées aux partis politiques et n'ont pas de projet de lutte pour une nouvelle société. A la remorque des partis qui les contrôlent, ces organisations poussent les travailleurs dans des grèves politiques où ils n'obtiennent que de ridicules augmentations de salaires vite récupérées par l'inflation galopante.

Ces nouveaux militants syndicaux sont incapables d'envisager l'anarcho-syndicalisme qui a une mission plus vaste que celle d'augmenter les salaires et d'avancer des revendications caduques contre le gouvernement.

L'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme sont complètement

marginalisés dans cette société. Marginalisation dans laquelle les ont poussés tous les courants de la bourgeoisie, de l'extrême droite à l'extrême gauche. A l'heure où le gouvernement fait montre de tolérance relative dans ses activités, mais aussi dans les autarcies qui, loin d'être une force populaire indépendante, ne sont qu'un doublement fictif assujéti à des gouvernements civils dépendant directement du gouvernement central, les anarchistes voient s'ouvrir de nouveaux champs d'action. La propagande peut à nouveau se faire ouvertement, à visage découvert et sans masques.

N'ayant pu prendre, après le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974, une attitude décisive sur la continuité du mouvement syndical libre, les anarchistes ont laissé passer les communistes qui se sont appropriés les organismes corporatistes ouvriers du temps de la dictature fasciste. Cette manœuvre a été pleinement acceptée par les récents gouvernements désireux de faire obstacle à la marche prévisible de la révolution.

Le mouvement anarchiste doit s'affirmer et s'implanter. Des groupes et des journaux anarchistes existent et possèdent une vie réelle. L'accent devrait être mis sur une organisation solide et des liens avec l'internationalisme.

(D'après les informations transmises par Francisco Quintal)

PATRIOTISME — COLONISATION

EN 1903, à Paris, les éditions « Les Temps nouveaux » publiaient un livre réunissant nombre d'articles et d'écrits divers, depuis l'Antiquité jusqu'à cette époque, traitant de l'idée de patrie et de colonisation. Ce livre parut avec une préface d'un homme que ses travaux de géographe avaient amené à beaucoup voyager, Elisée Reclus. Celui-ci, qui sait donc de quoi il parle, résume dans cette préface, en un style admirable, ce que le contenu du livre ne faisait que confirmer.

Patriotisme ! Colonisation ! Les documents réunis dans ce volume nous montrent amplement ce qu'il faut penser de la « vertu » qui s'appelle patriotisme et cette grande œuvre que l'on glorifie sous le nom de colonialisme !

Avouons tout d'abord que les deux mots prêtent à des méprises, à des confusions et à des manifestations d'hypocrisie.

Sans doute, il est fort louable d'aimer la terre natale, et les gens de son pays, et les beaux livres écrits dans sa langue ; sans doute, il est également fort bien de s'établir en colon dans un pays lointain et d'en défricher le sol à la sueur de son front.

Si c'est là ce que l'on entend par le patriotisme et le colonialisme, nous n'avons qu'à nous incliner et à souhaiter tout succès aux patriotes et aux colons ! Je dois même dire que personnellement, je suis un ardent patriote et que dans ma jeunesse j'ai très consciencieusement essayé d'être colon ; mais encore, vivant loin de mon bourg natal et gagnant ma vie en un pays étranger, je suis encore colon à ma manière et sans le moindre remords.

Mais sous les noms de patriotisme et de colonisation, on entend d'ordinaire tout autre chose. Les deux mots sont des « pavillons » qui couvrent bien d'autres marchandes que l'amour du sol et le libre établissement en pays lointains. Si j'en juge par ceux qui enfilent le plus la voix pour se proclamer « patriotes », il ne suffit pas d'aimer son pays, de chérir les amis d'enfance, de parler sa langue avec émotion et scrupule, il faut aussi frissonner d'orgueil à la vue d'un drapeau — blanc, disent les uns ; tricolore, disent les autres — il faut marquer le pas à l'ouïe du tambour et du clairon, il faut prendre le parti de son pays, même quand il a tort ; se réjouir quand le récit vrai ou mensonger d'une

bataille parle de centaines et de milliers d'ennemis couchés dans leur sang, les membres brisés et les entrailles répandues. Avant toute chose, il convient de haïr ceux qui vivent en dehors de la frontière. Le Français doit exécuter l'Allemand et l'Anglais, et ceux-ci



doivent rendre cette haine avec usure. Voilà ce qu'exige le patriotisme. Haissons-nous les uns les autres, tel est l'enseignement du nouvel Évangile !

Avec de pareilles prémisses, jugez de ce que le patriotisme entend par colonisation. C'est le droit à l'accomplissement de tous les crimes. Heureusement

que cette engeance ne compose pas uniquement la foule de ceux qui s'expatrient. L'action des Européens sur les peuples étrangers se fait à la fois par les meilleurs et par les pires. Les meilleurs, les plus vaillants, les plus audacieux, et en même temps les plus désireux d'apprendre, quelquefois aussi ceux qui fuient l'oppression et qu'anime le fier amour de l'indépendance, ces hommes d'élite sont des porteurs de torche et des civilisateurs ; c'est grâce à eux que se répandent les idées, que s'apprennent les métiers et les arts, que de proche en proche se constitue l'humanité consciente. Mais quand il s'agit de colonies vraies ou prétendues obtenues par la conquête brutale, par de lâches agressions du fort contre le faible, alors ce sont les pires que vomit la nation conquérante pour aller prendre possession de son territoire de rapine. Elle se dit la « mère patrie » ; elle prétend en toute hypocrisie, de manière à tromper quelques naïfs, « porter la civilisation » ou même « propager les grands principes » chez les peuples lointains, mais le but inconcevable, sous le couvert des formules les plus honorables, n'est autre que de voler et de piller : le « colonial » n'a d'autre objectif que de prendre, soit des trésors, soit des terres et les hommes qui les peuplent, soit le pouvoir et des titres à l'avancement. L'œuvre dans son ensemble est mauvaise et les agents qu'on emploie pour l'accomplir conviennent d'autant mieux à l'œuvre projetée qu'ils sont mauvais eux-mêmes. Accompagnant ces fonctionnaires civilisateurs, viennent les marchands qui reçoivent pour mission spéciale de créer des besoins aux indigènes naguère accoutumés à une vie des plus simples. Les efforts des colonisateurs prétendus se combinent pour faire naître de nouvelles demandes, notamment celle de l'eau-de-vie ou d'une boisson quelconque baptisée de ce nom : pour le nègre que l'on pousse à la folie, la monnaie jadis inconnue n'a d'utilité que pour l'achat du genièvre ou du trois-six.

Bien pire encore est le sort du travailleur « libre » ! Sa tâche est fixée et s'il ne la remplit, s'il n'apporte pas l'ivoire, ou le caoutchouc, ou la gomme copal ou le sac de mil que l'on attend de lui, gare au fouet, au bâton, même au couteau !

Elisée Reclus

expressions

NOTES DE LECTURE

« SUICIDE, MODE D'EMPLOI »

par Claude Guillon et Yves le Bonniec

UN titre un tantinet provo. Une réflexion tous azimuts sur ce sujet tabou qu'est le suicide. La volonté farouche de se battre pour pouvoir avoir le droit de choisir sa mort. Une partie historique relatant, entre autres, le rapport au suicide des révolutionnaires. Vingt pages de « recettes » diverses à la mode de *Que choisir* pour en finir au mieux... Logiquement, ce bouquin avait tout pour me plaire ! Logiquement !

En fait, et tu l'as déjà compris, il ne m'a pas plu du tout. Pire, il m'a profondément ennuyé, irrité et ulcéré !

Qu'on ne s'y trompe cependant pas ! Mes états d'âme à propos de ce bouquin ne m'amèneront nullement à joindre ma voix à celles des peines-à-jour et autres pisse-froid d'un moralisme puant ou bon chic bon genre qui réclament à cor et à cri l'interdiction de ce livre pour cause d'incitation au suicide. Loin de moi, également, l'idée de faire à cet ouvrage le coup du mépris, en lui balançant dans les chevilles un certain nombre de jugements hautains du style : « il est tellement plus facile d'aider à mourir que d'aider à vivre, plus tentant d'exploiter une juste révolte ou une inacceptable souffrance pour se donner le beau rôle que de faire déboucher cette révolte — riche de vie — dans

des actes vivants ou d'apaiser pudiquement la douleur » (1). Je ne mange pas de ce pain-là. L'interdiction d'un livre ou d'un film n'a jamais résolu le problème de fond que constitue le pourquoi de la réceptivité (qui reste à démontrer) du lecteur ou du spectateur aux idées qu'il véhicule. En d'autres termes, incitant au suicide, ce livre ou un autre ?... Mon cul ! Et quand bien même ! Et puis, quant à croire que les suicidaires, drogués ou autres forçats du mal de vivre expriment à leur manière une juste révolte et qu'il est du « devoir » du révolutionnaire de permettre à cette juste révolte de s'exprimer autrement, ça fait longtemps que j'en suis revenu. Il y a des révoltés chez les suicidaires ou les drogués, mais pas plus qu'ailleurs.

Bref, pour être critique vis-à-vis de *Suicide, mode d'emploi* (2), je ne tiens pas pour autant à me fourvoyer dans l'ornière du puritanisme ou dans celle de l'avant-gardisme « éclairé ». Cela étant précisé, je te l'ai dit, je n'ai pas du tout aimé ce livre. Deux raisons à cela.

Tout d'abord, même si je me bats pour essayer, autant que faire se peut, de maîtriser mon destin au niveau de la vie comme de la mort, je trouve carrément puéril et imbécile de considérer le suicide comme un élément central de cette lutte pour la liberté.

De ce point de vue, quand je lis : « Contre l'énergie, brûlera l'énergie de la révolte. La connaissance de techniques fiables de suicide en sera un puissant adjuvant (page 10)... De l'affirmation du droit à une mort choisie, nous faisons une arme contre les voleurs de vie (page 11)... A nous de reconnaître et de montrer dans la maladie, dans l'idée du suicide, la révolte du corps et de l'âme contre l'ordre. A nous d'en faire des armes... (page 42)... », j'hésite sur le fait de savoir s'il s'agit là de propos tenus par des propos, des illuminés ou des analphabètes de l'intelligence. Car, faut quand même pas charrier ! L'affirmation du droit à une mort choisie n'a jamais été et ne sera jamais une arme contre les voleurs de vie. Ou alors, faudra m'expliquer pourquoi le système dominant fait tout pour nous cantonner dans l'univers glacé de la résignation, c'est-à-dire dans celui du suicide à petit feu !

Ensuite, et quiconque a un jour « tâté » du suicide comprendra ce que je veux dire, présenter le suicide comme un choix raisonné est carrément une vue de l'esprit. Non pas qu'il n'y ait pas des suicides qui résultent d'un choix raisonné, mais pour un suicide de cet ordre, combien d'autres qui relèvent, en fait, du non-choix, d'un moment

de rupture, d'une désintégration soudaine de l'équilibre psychique de l'individu ?

Il n'y a pas un mais des suicides et, dans leur écrasante majorité, ils correspondent à des moments de non-choix, de cassure.

Dans ces conditions, la seule manière d'aborder le problème du suicide de façon crédible implique de faire l'effort de patouer sur les chemins ardu de l'interrogation et du questionnement. Pourquoi en arrive-t-on à être suicidaire ? Qu'est-ce qui fait que certains franchissent le pas et pas d'autres ?... Bref, plutôt que de faire de la provocation à la petite semaine en clamant à tous vents que le suicide est la forme suprême de la révolte, il est cent fois préférable de chercher à comprendre son processus en toute humilité. En écoutant. En cherchant à comprendre. Et surtout pas en marquant le suicide au fer rouge du bien ou du mal. Le suicide existe. Ce n'est ni un bien ni un mal. Il est. Et la seule chose que l'on puisse faire, c'est d'écouter, de chercher à comprendre pour, à défaut d'agir, essayer d'aider ceux qui appellent à l'aide. Politiquement. Socialement. Individuellement. Et ce n'est pas antinomique de l'affirmation du droit à choisir sa mort. Bien au contraire. « Quand tu pourras douter et croire, douter et vouloir, douter et agir, dit Colette Ma-

gny, tu s'ras sauvé. » Je le crois. Et de ce point de vue, le livre de Guillon et Le Bonniec est complètement à côté de la plaque. Le doute en est absent. Et ce n'est pas ainsi que l'on avancera dans la popularisation d'une réflexion sur la mort et dans la démythification du tabou du suicide.

Un livre sans grand intérêt, donc, que ce *Suicide, mode d'emploi*, qui fait hurler dans les chaudières de tous les « bien-pensants ». Si vous cherchez une réflexion digne de ce nom sur le suicide ou sur la mort, vous avez peu de chance de trouver votre bonheur. Et quant aux « recettes » pour s'envoyer « en l'air » qui sont à l'origine du ramdam orchestré de main de maître par toutes les mouches à merde des médias autour de ce bouquin, soit elles traînent partout, soit leur fiabilité reste à démontrer. Alors ? Eh bien, la conclusion s'impose d'elle-même : ce livre est au suicide ce que le cinéma porno est à l'érotisme, une caricature.

Maylis O'Brian

(1) Dixit Norbert Bensaïd dans *Le Nouvel Observateur* du 11 septembre 1982.

(2) *Suicide, mode d'emploi*, aux éditions Alain Moreau.

Tirage de la tombola

- Lot n° 1 : combiné mixer-batteur n° 121.
- Lot n° 2 : tableau de Claude Gérard, n° 1 672.
- Lot n° 3 : une affiche de Mai 68, n° 635.
- Lot n° 4 : gravure sur bois de Jean-Louis Servin, n° 640.
- Lot n° 5 : gravure sur bois de Jean-Louis Servin, n° 636.
- Lot n° 7 : litho de Jean Touzot, n° 790.
- Lot n° 8 : lino-gravure de Jean-François Bray, n° 1 720.
- Lot n° 9 : lino-gravure de Jean-François Bray, n° 631.
- Lot n° 10 : lino-gravure de Jean-François Bray, n° 1716.

Quelques journaux et revues étrangers en vente à Publico

ESPAGNE :

Tierra y libertad, mensuel de la FAI 3 F

Ideas, revue culturelle 6 F

Cenit, 5 F

Adarga, 6 F

El combate sindicalista, numéro spécial 10 F

CNT, mensuel de la Confederation 6 F

ITALIE :

Umanita Nova, hebdomadaire de la FAI 3 F

L'Internazionale, mensuel des GIA 3 F

Autogestione, revue trimestrielle anarcho-syndicaliste 15 F

A Rivista anarchica, mensuel anarchiste 6 F

ANGLETERRE :

Freedom, hebdomadaire anarchiste 3 F

ÉTATS-UNIS :

Strike 4 F

Industrial Worker 3 F

SUISSE :

Le Réveil anarchiste, mensuel de la Fédération des Montagnes ... 6 F

BELGIQUE :

Alternative libertaire, numéro spécial sur l'anarchisme 10 F

EN ESPERANTO :

SAT-Amikaro 5 F

Lo Migranto 5 F

Sennaciulo 5 F

Liberecana ligilo 3 F

SÉLECTION RADIO/TV

France-Inter innove : *Le tribunal des flagrants délites est de retour* avec Claude Villers, Luis Rego et Pierre Desproges, de 11 h à 12 h 30 (invités : J.-M. Le Pen, Cohn-Bendit, Philippe Tesson...). On peut s'étonner que J.-M. Le Pen soit l'invité d'une telle émission. Même si les animateurs de l'émission ont pu lui mettre le nez dans son caca néo-nazi, on peut déplorer que les médias fasse une telle publicité à ce sinistre individu.

Y'a d'la chanson dans l'air change d'horaire : Jean-Louis Foulquier anime de 17 h à 19 h (au lieu de 22 h) : 100% de chansons françaises, de nombreux invités (Lalanne, Caussimon, Dautin, Vassiliu...).

Europe 1 innove aussi. A partir de 20 h, une émission intitulée *Radios libres à...* durant deux heures. Une star ou un groupe vient discuter « librement » : Eddy Barclay, Sardou, Pink Floyd. En bref, de la « vraie » radio libre. Décidément, le phénomène radios libres fait tache d'huile, mais les auditeurs savent faire la différence.



RADIO

— **France-Culture** : le 7 octobre à 20 h : *Les jours de la Commune de Paris*, de Bertholt Brecht, réalisé par Georges Gravier. Les comédiens français, qui présentent cette œuvre de Brecht, sauront-ils rendre à cette page d'histoire sa dimension humaine et politique ?

Le 8 oct. à 20 h : Relecture : *Benjamin Péret*. Une abondante iconographie redonne à voir ce moraliste scandaleux, qui fut l'honneur de la poésie.



TÉLÉVISION

— **TF1** : le 7 oct. à 22 h 05 : début d'une série : *Histoire de la vie*. Il était une fois l'univers (l'astrophysique), de Pierre Barde. Le 10 oct. à 20 h 35 : *L'emmer-*

deur, d'Edouard Molinaro. Un face-à-face fantastique entre Ventura et Brel. A ne pas rater. Le 13 oct. à 21 h 35 : *Les nouvelles de l'histoire*, proposé par Pierre Dumayet. Entretien avec Michel Winock sur l'antisémitisme en France.

— **A2** : le 8 oct. à 17 h : Itinéraires : *Bolivie, les oubliés de l'Altiplano*. Aujourd'hui : les femmes de *Huancarama*. La vie difficile des Indiens Aymavas.

Le 8 oct. à 23 h : Ciné-Club : *La garçonnère* (1960) de Billy Wilder. Un très grand classique avec Jack Lemmon.

Le 9 oct. à 21 h 50 : première série de quatre épisodes de *Deuil en 24 heures*, de Wladimir Pozner. Un témoignage sur la drôle de guerre.

Le 13 oct. à 14 h : Carnets de l'aventure : *Les oubliés du temps*. Une émission reprogrammée sur les géants du Haut-Nil, contemporains du monolithique.

— **FR3** : le 7 oct. à 20 h 35 : *Clair de femme* (1979), de Costa Gavras. La nostalgie, Yves Montand et Romy Schneider.

CONCERT

SAPHO :

« Orient Express Rock »

D E son rocher, désespérée, la belle poétesse s'élance vers la mer... Son premier saut sans doute, et elle hésite. Les angelots qui rythment sa course originale font parfois trop crier leurs lyres, les saltimbanques qui couvrent ses repos évoluent tragiquement entre premier et second degré... Mystère... Son voile, enfin, la gêne pour courir ; jamais vraiment on ne s'envole...

Superbe ou pâle, en alternance, la course express de Sapho... Audacieuse en tout cas...

La muse n'est pas fluette. Impossible qu'elle ne s'élance, un jour, splendide dans nos bras...
La Mer

SPECTACLES



Théâtre

Ici et là, de Philippe Ven den Bergh, à la comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris-9^e, le soir à 18 h 30 (sauf dimanche), à partir du 13 octobre.

Elle lui dirait dans l'île, de Françoise Xénakis, à la Comédie de Paris (adresse ci-dessus), le soir, à 20 h 30, à partir du 13 octobre.

La poche parmentier — Vive la pomme de terre !, par le théâtre-école de Montreuil, salle Berthelot, 6, rue M.-Berthelot à Montreuil, du 11 au 17 octobre, à 20 h 30 (le dimanche à 16 h 30) et du 30 octobre au 9 novembre, mêmes heures.

UN SOUTIEN : L'ABONNEMENT

CONCERT

Nino Ferrer : vingt ans après

T OUT le monde se souvient de Nino Ferrer. Ce nom évoque immédiatement *Mirza*, *Les Cornichons*, *Le Téléphon*, etc.

Dans les années 60, au faite de sa gloire, il n'avait jamais réussi à monter sur la scène d'un grand music-hall parisien.

Mais une vingtaine d'années ont passé et Nino Ferrer réapparaît au grand jour avec la sortie d'un très beau disque : *La Carmencita*. Il sort enfin de l'indifférence de laquelle quelques disques intimistes n'avaient pas réussi à le dégager. Peu de temps après, il passa au théâtre du Petit Forum : c'était l'an dernier.

Cette année, après la sortie d'*Ex Libris*, il pose enfin ses bottes sur les planches de Bobino. Les musiciens ont changé. Où sont donc passés Micky Finn et ce fabuleux saxo qui l'accompagnaient ? Mais le spectacle est toujours aussi agréable et bien enlevé.

Vingt ans après, on découvre un Nino Ferrer aux textes et à la musique élaborés..., textes et musique dont la motivation n'est pas absente.

S'il passe par chez vous, allez l'écouter et parlez-lui des radios libres..., vous verrez.

Jean-Claude



Nino Ferrer à Bobino.

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Jeudi 7 octobre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : Taras de Carioara, *quatuor* de musique folklorique roumaine ;

• L'invité quotidien (18-22 h) : l'AFOC (Association FO de consommateurs) : les voitures et le salon de l'auto.

• Vendredi 8 octobre : « L'invité quotidien » : Max-Roy Carrouge, chanteur en esperanto.

• Samedi 9 octobre : « Croissant Show » (9-12 h) : spécial Boris Vian, avec la troupe TAI (théâtre d'essai) qui joue *L'Ecume des jours*.

• Jeudi 14 octobre : « La vie d'artiste » : Jacques Florencie, sur la musique contemporaine.

• Lundi 18 octobre : « Magazine pour rire » (14-18 h) : Jean-Roger Caussimon et Jacques Florencie.

S.P.

Les évêques nous convient à vivre et à crever au SMIC pour obéir aux desseins de Dieu

ASSIS sous un arbre, il parolait : « Heureux les pauvres d'esprit, ceux qui ne cherchent pas à comprendre, ils travailleront dur, ils recevront des coups de pied au cul, ils feront des heures supplémentaires qui leur seront comptées plus tard dans le royaume de mon père. »

En attendant, il leur multipliait les pains, et les malheureux passaient devant les boucheries en frottant seulement la mie contre la croûte, ils oubliaient peu à peu le goût de la viande, le nom des coquillages et n'osaient plus faire l'amour.

(Jacques Prévert) (1)

La mémoire joue des tours subversifs. L'actualité me fait bizarrement souvenir d'une remarque didactique de mon père au temps que j'étais adolescent : « Nous avons des objectifs communs avec les socialistes étatistes, notamment l'égalité économique. Malheureusement, chaque fois qu'ils essaient d'en prendre le chemin, ils égalisent vers le bas, ils partagent la pénurie, alors que le vrai socialisme, le nôtre, vise à répartir également les richesses produites et à en produire plus. » A l'époque, il n'aurait pas osé envisager que cette erreur — congénitale — de parcours du socialisme autoritaire recevrait le soutien doctrinal de l'appareil ecclésiastique.

Il faut préciser, à sa décharge, que mon paternel était un anarchiste du genre rétro, plutôt tenté de penser que le communisme libertaire c'est l'abolition de l'Etat plus l'électrification... même nucléaire, et pas du tout attiré par les effets rédempteurs de l'ascèse : un affreux égoïste hédoniste fuyant la communion et sachant distinguer le communisme économique anti-autoritaire du communautarisme grégaire plus ou moins teinté de mysticisme. Quand on naît dans des familles payannes, on évite d'oublier que la terre est basse, ingrate et dure à travailler.

TRAVAIL, FAMILLE, PARTI

Ainsi, le conseil permanent de l'épiscopat français s'est senti « interpellé » — selon le jargon cléricale qui pénètre de plus en plus dans le vocabulaire courant — par la situation économique et sociale. Il s'est fait un devoir d'y aller de son couplet dont nous ne nous étonnerons pas qu'il soit en phase avec les préoccupations d'un gouvernement où dominent les socio-cléricaux là où ils n'ont pas laissé la place aux staliens.

En reprenant ces propositions, on croit réciter une litanie quand on a déjà eu l'occasion d'analyser de près et de prendre souvent à partie les positions néo-cléricales et néo-corporatistes véhiculées notamment par l'appareil CFDT et le PSU : dénonciation de la défense des avantages acquis et du pouvoir d'achat des salariés relevant du champ d'application des conventions collectives, culpabilisation des chômeurs, sanctification du « partage du travail et des revenus » ; quant à ceux qui auraient le toupet de combattre un tel programme de paupérisation généralisée, on les désigne d'avance à la vindicte publique pour « refus de participer à la solution des difficultés communes ».

Une fois de plus, les mystères mystificateurs du compromis historique permettent aux bons évêques de faire un bout de chemin la main dans la main avec le PCF qui s'efforce depuis quelques semaines, reprenant une de ses vieilles antennes, de nous convaincre qu'avant de revendiquer, il faut gagner la bataille de la production. Français, encore un petit effort pour que la grève devienne l'arme des trusts.

C'est pourquoi j'ai choisi d'entrer dans le sujet en citant une anecdote personnelle sans équivoque. Anarchistes, nous



nous battons notamment pour l'élimination de la pénurie, mais nous sommes convaincus que cette élimination n'est pas possible en régime capitaliste privé ou d'Etat et ne sera obtenue que par un mouvement révolutionnaire libertaire.

Pour ancrer solidement sa nomenclature, le PCF a autant besoin de la paupérisation que l'Eglise pour maintenir l'humanité sous sa coupe obscurantiste. Elle le reconnaît sans ambage par la voix de ses clercs : « La vie religieuse et la foi périront moins à cause des objections de quelques intellectuels qu'à cause d'une civilisation totalement séculière. C'est là qu'est la menace essentielle et c'est là qu'un combat doit être mené » (2). Que les évêques ne comptent donc pas sur notre concours pour rechercher ces prétendus « nouveaux modes de vie » qui seraient fondés sur une volonté de « transformation positive des institutions ». Sur ce terrain où seules changent les apparences, nous continuerons d'être leurs ennemis déclarés. Nous savons pourquoi nous nous efforçons d'attirer l'attention de certains de nos compagnons de route sur les fondements réactionnaires de l'idéologie antiproductiviste propagée par les divers écolosismes.

UN FAUX DILEMME

Hors de leur contexte, les mots ne sont que masques. Lorsque les évêques déclarent : « Au-delà ou, plus exactement, jusqu'à travers ses frivolités, ses défaillances et ses corruptions, l'action politique a un fantastique enjeu : tendre vers une société dans laquelle chaque être humain reconnaîtrait en n'importe quel autre être humain son frère et le traiterait comme tel » (3), nous pourrions y voir un humanisme assez sympathique, mais plutôt simpliste. La suite nous ramène à l'essentiel : « La société des hommes n'est-elle pas appelée à exprimer, à sa manière, le mystère de la Trinité ? Certes, la politique ne peut que réaliser une ébauche de ce dessein de Dieu, mais sa grandeur n'est-elle pas d'avoir ce sens ? » (3).

Chaque fois que l'occasion se présente, Jean-Paul II n'hésite pas à rappeler l'inter-

dépendance — qui coule de source pour les cléricaux — entre l'Eglise et la société (4), comme au cours de son voyage à Paris, il a réaffirmé aux responsables des mouvements d'apostolat des laïcs ce fondement du cléricisme : « Vous ne pouvez fortifier votre identité catholique sans fortifier votre appartenance au peuple de Dieu dans ses implications pratiques. Cela signifie avoir conscience que tout notre être chrétien nous vient par l'Eglise » (5).

L'intervention du conseil permanent de l'épiscopat français se situe dans le droit fil de la doctrine sociale de l'Eglise — récemment confortée par Jean-Paul dans *Laborem Exercens* — qui, sous divers avatars, s'est toujours tenue sur une ligne franchement corporatiste. Au point qu'en 1931, Pie XI, dans *Quadragesimo Anno*, a donné son approbation aux structures corporatistes mises en place en Italie par le fascisme mussolinien (6).

Nous voyons venir les démagogues politiques : puisqu'ils sont « de gauche » et que nous les combattons, nous servons les intérêts de la droite. Nous ne nous laisserons pas prendre à ce piège de la peste émotionnelle. Nous n'avons de leçon à recevoir de personne en ce qui concerne la lutte contre la bourgeoisie, notamment en France contre la pouillerie giscard-chiracienne. Rien d'anormal à ce que Gros-Cul Poniatowski se prenne pour un expert en matière de charlots puisqu'il figure depuis longtemps parmi les premiers du peloton. Si la droite et l'extrême droite de toujours n'ont pas cessé d'exister, les faits nous obligent à constater la politique réactionnaire proposée par une nouvelle extrême droite dont les figures de proue se nomment aujourd'hui Rocard, Delors et Maire.

Henri de Man, Marcel Déat, Jacques Doriot, René Belin et de nombreux autres ont continué à se présenter comme des hommes de gauche. S'il est exact que l'histoire ne se répète jamais, il n'est peut-être pas tout à fait faux que les peuples qui l'oublient sont condamnés à la revivre au moins en partie. Là comme ailleurs, les mêmes raisons provoquent les mêmes conséquences.

L'EGLISE A TOUJOURS FAIT DE LA POLITIQUE

Quelques intégristes fossiles vont sans doute s'offusquer de voir les évêques faire de la politique en prenant à contrepied les saintes écritures, selon lesquelles un certain Jésus-Christ aurait un jour harangué les foules en ces termes : « Ne vous inquiétez pas pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de ce que vous le vêtirez » (7)... « Cherchez d'abord le royaume et la justice de Dieu et tout cela vous sera donné par surcroît. Ne vous inquiétez donc pas pour le lendemain : le lendemain s'inquiétera de lui-même » (8).

D'une part, l'Eglise n'a jamais été à une contradiction près avec des textes prétendus sacrés dont la propriété principale est de contenir tout et son contraire, d'autre part, elle a toujours fait de la politique. Généralement, celle du pouvoir en place. Après avoir été napoléonienne sous le premier, de nouveau royaliste sous la Restauration, louis-philipparde sous le roi des Français, impériale sous Napoléon III, il lui a bien fallu devenir républicaine, puis tourner au pétainisme pendant l'intermède de l'Etat français, pour refaire allégeance à la république avant de se lancer avec une certaine réussite dans le syndicalisme.

Ce choix de coller au pouvoir n'est pas propre à l'Eglise de France, comme le prouve la position prise par l'épiscopat autrichien en 1938 après l'Anschluss : « Ceux qui ont chargé d'âmes et les fidèles se rangeront derrière le grand Etat allemand et le Führer, car la lutte historique contre la criminelle illusion du bolchévisme et pour la sécurité de la vie allemande, pour le travail et le pain, pour la puissance et l'honneur du Reich et pour l'unité de la nation allemande, est visiblement accompagnée de la bénédiction de la Providence » (9).

Les raisons de ces choix sont évidentes, au moins « faire la part du feu », au plus conquérir l'Etat, et il arrive que quelque saint-jean-bouche-d'or les livre crûment. Tel l'abbé Jules Lemire, député de 1893 à 1928, un des pionniers de la démocratie chrétienne en France qui écrivait en 1887 dans ses carnets personnels : « Les lois se font par le peuple. A nous d'aller là où est la force pour nous en emparer et la donner à l'Eglise (10). » Cinq ans plus tard, Léon XIII, par l'encyclique *Au-delà des sollicitudes*, enjoignait les catholiques français de cesser leur nostalgique jeu de cons royaliste pour commencer d'investir la république par l'intérieur. Il leur aura fallu 90 ans, seulement, pour réussir.

Aussi, les quelques rares sociaux-démocrates véritables qui errent encore dans le Parti socialiste actuel, s'ils ne sont pas complètement séniles, doivent-ils s'apercevoir que ce soutien accordé par l'épiscopat au gouvernement n'est qu'une forme moderne du baiser de Judas. Pas étonnant qu'il réjouisse le cœur de M. Delors.

Marc PRÉVÔTEL

(1) Jacques Prévert, *Paroles*, éd. du Point du Jour, Paris 1947, 35.

(2) Cardinal Jean Daniélou, *L'Avenir de la religion*, Fayard, Paris 1968, 24.

(3) *Assemblée plénière de l'épiscopat français*, 1972. Pour une pratique chrétienne de la politique, éd. du Centurion, Paris 1972, 57.

(4) Jean-Paul II in Jésus-Christ pain rompu pour un monde nouveau, éd. du Centurion, Paris 1981, 10.

(5) Jean-Paul II, *Voyage en France*, Librairie générale française, Paris 1980, 79.

(6) Néo-cléricisme et ré-écriture de l'histoire, *La Rue n° 27*. Ce texte accompagné d'ajouts sera repris dans une prochaine livraison de *Volonté anarchiste*.

(7) Matt. 6, 25.

(8) Matt. 6, 33-34.

(9) Cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, Directive du 15 mars 1938.

(10) Jean-Marie Mayeur, Un prêtre, l'abbé Lemire (1853-1928), Castermann, Paris 1968, 50.